



RECOMMANDATIONS POUR L'AVENIR DES FILIERES SEMENCES à MADAGASCAR

Janvier 2025



Le présent rapport est principalement basé sur le compte rendu d'un atelier, construit selon la méthodologie Impress *ex ante* de mesure de l'impact, qui s'est tenu du 10 au 12 décembre 2024 à la direction générale du FOFIFA.

Equipe animation et de rédaction :

Jean Michel Sourisseau, Sergio Castro Pacheco, Félicien Favre, Eva Karimi, Jérémy Salinier, (CIRAD), Santatra Ravelomanantsoa (FOFIFA)

Table des matières

LISTE DES ABREVIATIONS	5
1. OBJECTIF DE L’ATELIER, ACQUIS, REFERENCES ET PREALABLES METHODOLOGIQUES.	6
1.1. L’ACTIVITE 5 DANS LE PROJET FOOD-SEC SEMENCE	6
1.2. APERÇUS SUR LA STRATEGIE NATIONALE SEMENCIERE (2023-2028).....	10
1.3. METHODE UTILISEE : D’UNE VISION DU FUTUR VERS DES RECOMMANDATIONS.....	12
2. LA VISION. L’AVENIR SOUHAITE DES FILIERES SEMENCIERES EN 2030 ?.....	15
3. LES PROBLEMES : POURQUOI N’AVONS-NOUS PAS ATTEINT CET AVENIR SOUHAITE ? ...	18
4. QUI DOIT CHANGER ? CARTOGRAPHIE DES ACTEURS DES FILIERES SEMENCIERES	28
5. QUELQUES RECOMMANDATIONS POUR L’ACTION.....	30
5.1. CONDITIONS DE MARCHÉ DE LA SEMENCE DE BASE (ET DES AUTRES).....	30
5.2. COORDINATION DES ACTEURS	32
5.3. TECHNIQUES DE PRODUCTION DES SEMENCES DE BASE	34
5.4. ACCESSIBILITE DES VARIETES ADAPTEES ET PERTINENTS POUR NOTRE CONTEXTE.....	37
5.5. COMPLEMENTARITE ENTRE LA DIVERSITE DES SYSTEMES	39
5.6. CAPACITES DU SOC	40
ELEMENTS DE CONCLUSION ET D’OUVERTURE.....	41
ANNEXES	42
ANNEXE 1. SUGGESTIONS POUR AMELIORER LES FILIERES SEMENCIERES ISSUES DE L’ACTIVITE 1 DE FOOD-SEC SEMENCE	43
ANNEXE 2. APERÇUS DES RECOMMANDATIONS ISSUES DES ENTRETIENS REALISES EN AMONT DE L’ATELIER	45
ANNEXE 3 PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE SEMENCIERE	51
ANNEXE 4 LISTE DES EXPERTS AYANT PARTICIPE A L’ATELIER ET AFFILIATION	55
ANNEXE 5. PROGRAMME DE L’ATELIER.....	57

Liste des figures

Figure 1. Les activités du programme de recherche Food-Sec Semence.....	7
Figure 2. Organisation générale des filières semencières à Madagascar	8
Figure 3. Organisation de la filière semence pour le maïs	8
Figure 4. Organisation de la filière semence pour la pomme de terre	9
Figure 5. Organisation de la filière semence pour les haricots	9
Figure 6. Organisation de la filière semence pour le manioc.....	10
Figure 7. Vision, objectifs, axes stratégiques et action de la Stratégie National Semencière	11
Figure 8. Méthodologie ImpresS ex ante	13
Figure 9. La vision du futur (2030) et ses déclinaisons thématiques.	16
Figure 10. L’arbre à problèmes sur la thématique des techniques agricole	18
Figure 11. L’arbre à problème sur le sujet des variétés résilientes.	21
Figure 12. L’arbre à problème sur les complémentarités des systèmes semenciers	22
Figure 13. L’arbre à problème concernant le SOC	24
Figure 14. L’arbre à problème relatif à la coordination et la planification entre acteurs.....	25
Figure 15. L’arbre à problème relatif au marché des semences de base (SB) à Madagascar	27
Figure 16. Cartographie des acteurs centraux des filières semencières	28
Figure 17. Cartographie des acteurs concernés par les grandes thématiques de la vision	29

Liste des abréviations

CEFFEL : Conseil Expérimentation Formation en Fruits Et Légumes
CFFAMMA : Centre de fabrication, de formation, d'application du machinisme et de la mécanisation agricole
CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agricole pour le Développement
CMS : Centre Multiplicateur des Semences
CNEV : Catalogue National des Espèces et Variétés végétales cultivées
CTAS : Centre Technique Agro-écologique du Sud
DAPV : Direction d'Appui à la Production Végétale du MINAE
DHS : Distinctivité, Homogénéité et Stabilité
DPV : Direction de la Protection des Végétaux du MINAE
DRAE : Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Élevage du MINAE
F3M : Fikambanan'ny Malagasy Misehatra amin'ny Masomboly (Interprofession des Semences)
FIFAMANOR : Fiompiana Fambolena Malagasy Norvezianina
FIFATA : Fikambanana Fampandrosoana ny TAntsaha
FOFIFA : Foibem-pirenena momba ny Fikarohana ampiharina amin'ny Fampandrosoana ny eny Ambanivohitra
FOFIFA CRR : Centres Régionaux de Recherche du FOFIFA
FOFIFA DRA : Département des Recherches Agronomiques du FOFIFA
FOFIFA DRD : Département des Recherche-Développement du FOFIFA
FOFIFA DRR : Département des Recherches Rizicoles du FOFIFA
FOFIFA-DRT : Département de Recherches Technologiques du FOFIFA
GPS : Groupement de Producteurs Semenciers
GSDM : Groupement Semis Direct Madagascar
IFM : International Monetary Fund
JICA : Japan International Cooperation Agency
ImpresS : Impact des Recherches aux Sud
MESUPRES : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
MINAE : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
OFMASEM : Office Malagasy des Semences
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OPF : Organisations Paysannes Faitières
PMS : Producteur Multiplicateur de Semences
SB : Semences de base
SNS : Stratégie Nationale Semencière
SOC : Service Officiel de Contrôle des Semences et Matériel Végétal
SPB : Semences de Prébase
SPG : Système Participatif de Garantie
SQD : Semences de Qualité Déclarée
VATE : Valeur Agronomique Technologique et Environnementale

1. Objectif de l'atelier, acquis, références et préalables méthodologiques.

L'atelier visait à formuler des recommandations pour améliorer le fonctionnement des filières des semences à Madagascar. Ces recommandations sont à destination des autorités nationales et ne reflètent que les enseignements des recherches conduites dans le périmètre du projet Food-Sec Semence. Elles sont formulées par un groupe d'experts, choisis pour représenter autant que possible la diversité des acteurs intervenants le long des filières semencières. La liste de ces experts est reportée en [annexe 4](#).

Le travail a porté préférentiellement sur l'amont des filières semencières, c'est-à-dire sur la fourniture de semences (et de conditions globales) de qualité aux multiplicateurs. Si l'aval de la filière, avec les questions de certification notamment, a été abordé (notamment l'examen des fonctions du SOC), nous avons choisi de nous centrer sur le rôle de la recherche dans les filières.

Par ailleurs, le champ de possibles recommandations est très large, recoupant des dimensions techniques, économiques, organisationnelles et politiques dans différents domaines. Le temps et les moyens consacrés à cette activité n'a pas permis de couvrir l'ensemble de ces domaines. Une réflexion est entamée, et elle pourrait aisément se poursuivre par l'action des partenaires directement concernés.

Enfin, les recommandations formulées gardent un caractère générique. Si elles trouvent écho pour les partenaires nationaux, elles devront nécessairement être retravaillées pour être traduites en plans d'actions opérationnels. A Madagascar, une stratégie nationale semencière existe, même si toutes les conditions règlementaires et organisationnelles ne sont pas encore réunies pour sa mise en œuvre effective. Nous avons fait le choix de construire l'atelier de façon à venir nourrir cette stratégie, à l'enrichir sur des domaines qu'elle ne couvre pas ou à en préciser certains qu'elle traite.

Dans cette première partie, nous revenons brièvement sur la place de l'activité 5 dans le programme Food-Sec Semence et sur les acquis de l'activité 1 à Madagascar. Puis nous présentons les grandes orientations de la stratégie semencière de Madagascar, qui nous sert de référence. Enfin, nous exposons la méthode utilisée pour la facilitation de l'atelier.

1.1. L'activité 5 dans le projet Food-Sec Semence

Les activités du projet portent sur l'acquisition de meilleures connaissances sur les acteurs et le fonctionnement des filières de maïs, pomme de terre, haricot et manioc, l'inscription au catalogue de variétés, la mise en place de nouvelles structures de production de semences, par la recherche jusqu'aux multiplicateurs et la validation de l'adaptation de ces semences en conditions plus agroécologiques, notamment en milieu paysan (Figure 1). L'ensemble du projet doit offrir des éléments de réflexion pour formuler des recommandations d'amélioration technique et organisationnelle des filières semencières.

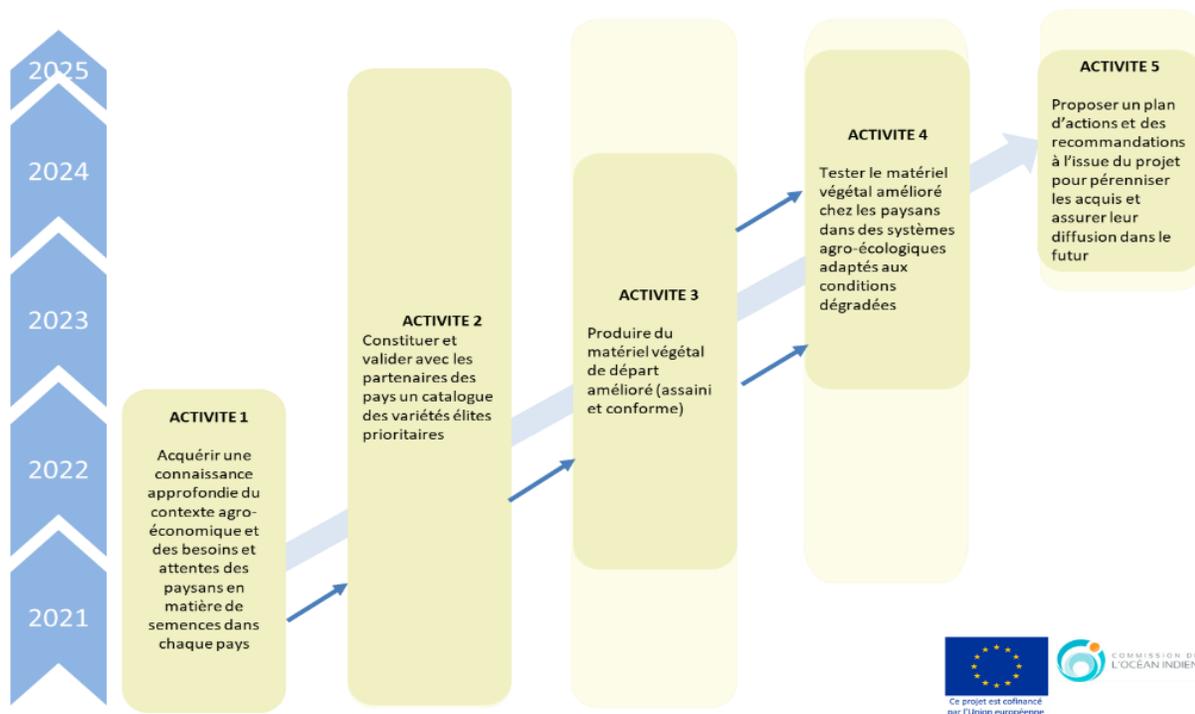


Figure 1. Les activités du programme de recherche Food-Sec Semence

La logique est donc de « partir » du diagnostic réalisé dans l'activité 1, éclairé par les succès, limites et enseignements des activités 2, 3 et 4, pour construire un langage et une vision commune et « raisonnable », et pour proposer des points d'amélioration et les pistes pour concrétiser ces changements.

Parmi tous les résultats de l'activité 1, les graphes fonctionnels des filières semencières sont des points d'ancrage importants.

L'organisation générale des filières semencières à Madagascar, schématisée dans la figure suivante, permet de préciser les fonctions et les catégories d'acteurs tout au long des filières. Dans l'atelier, c'est donc plutôt sur les composantes 1 et 2 que nous nous focalisons.

Pour chacune des 4 espèces du programme (maïs, haricot, manioc et pomme de terre), des graphes plus précis permettent d'aller plus loin dans le fonctionnement des filières (Figure 3, 4, 5 et 6). Comme pour la figure précédente, c'est surtout les 3 premières lignes des graphes qui nous ont guidés durant l'atelier.

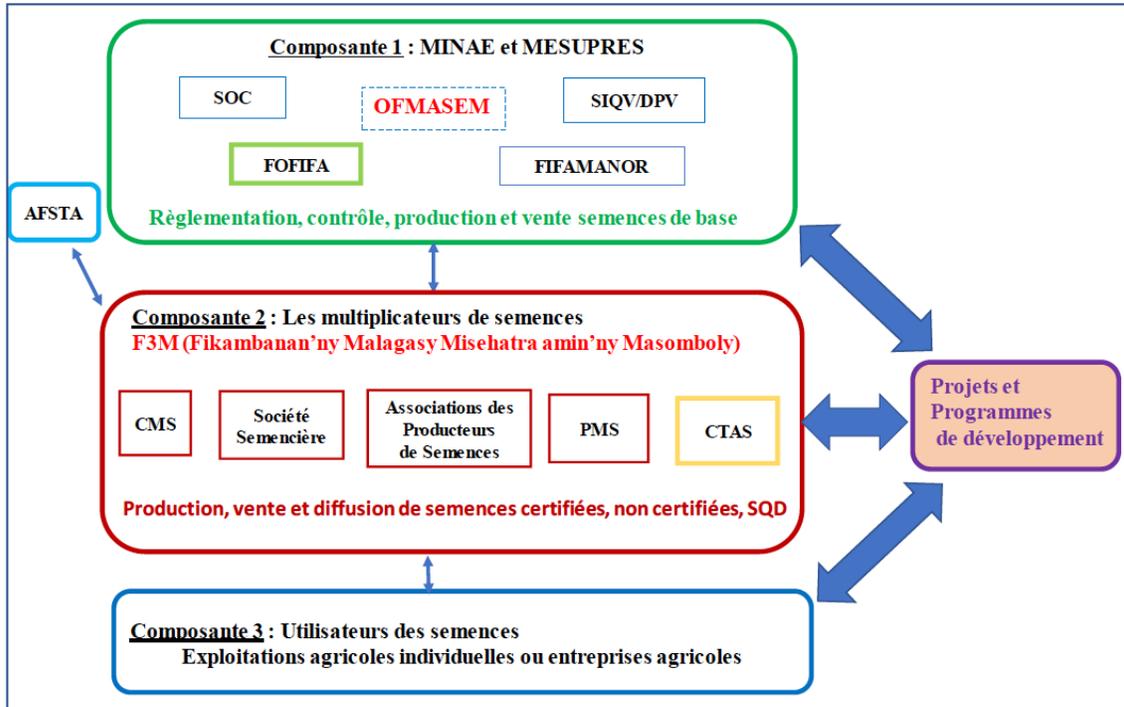


Figure 2. Organisation générale des filières semencières à Madagascar

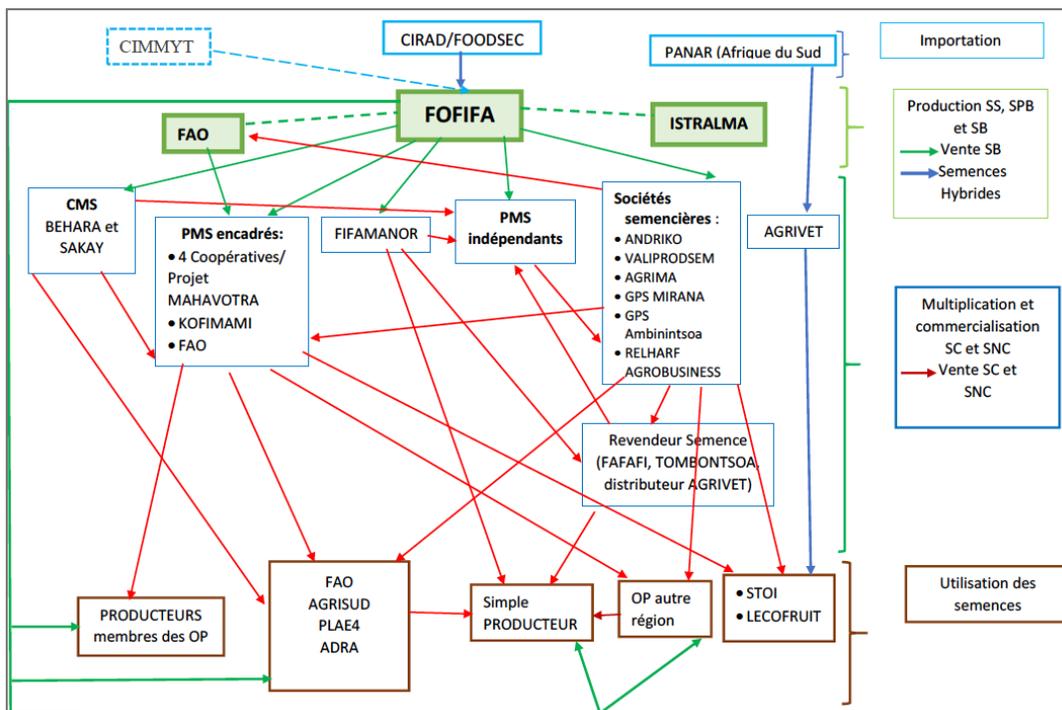


Figure 3. Organisation de la filière semence pour le maïs

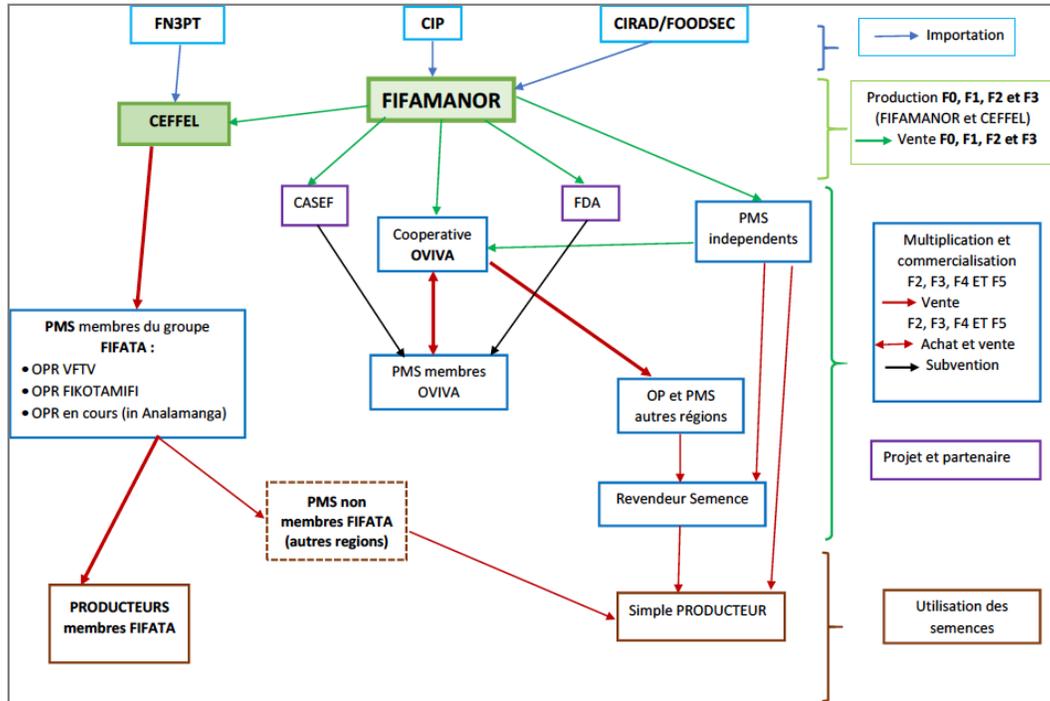


Figure 4. Organisation de la filière semence pour la pomme de terre

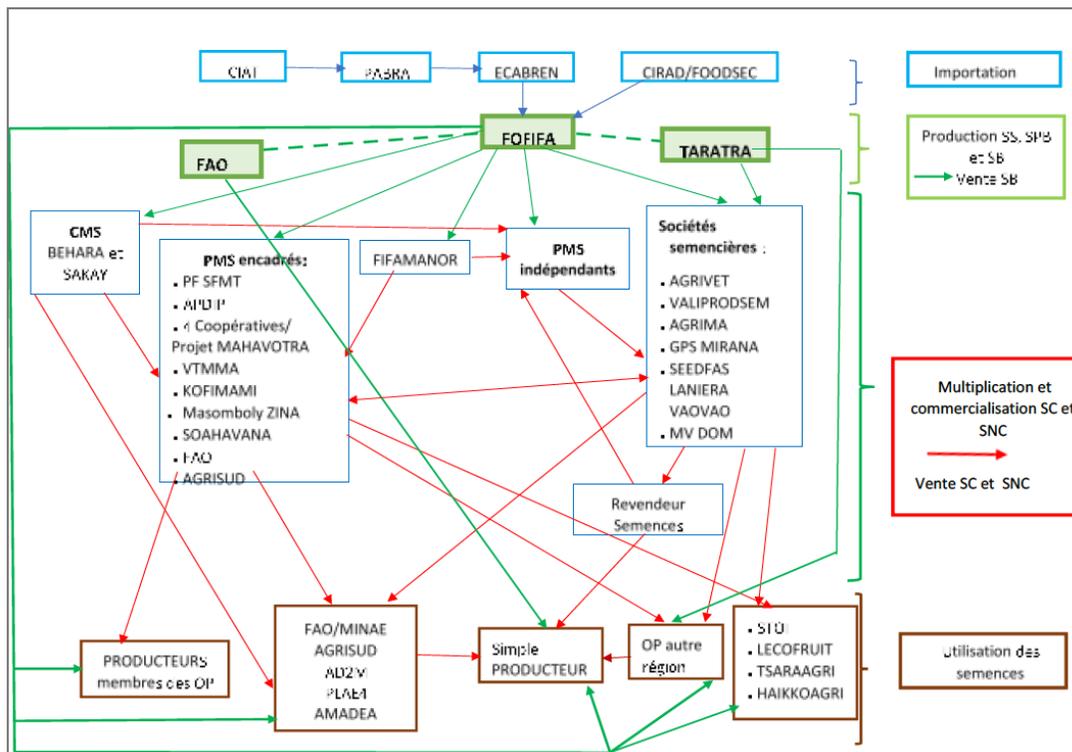


Figure 5. Organisation de la filière semence pour les haricots

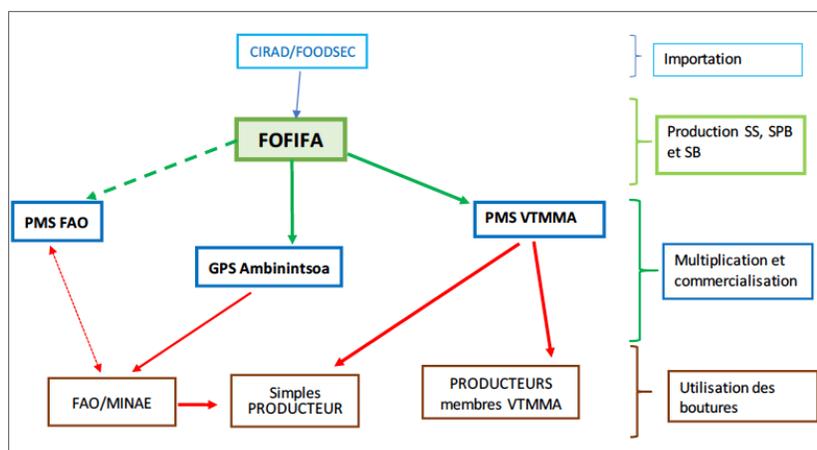


Figure 6. Organisation de la filière semencière pour le manioc

Il est intéressant de noter que les filières ont des niveaux de complexité très différents. La filière manioc est ainsi bien plus « simple » en termes de nombre d'acteurs. De fait, les travaux se sont surtout portés sur les filières maïs et pomme de terre, plus riches en intervenants, sous l'hypothèse que les recommandations pour ces 2 filières valent pour les autres.

Il faut noter aussi la spécificité de la filière pomme de terre, avec le rôle du CEFTEL conjointement à FIFAMANOR pour la production de semence de base. Concrètement, il y a quasiment 2 filières parallèles, obéissant à des logiques différentes. Durant l'atelier, la pomme de terre a ainsi permis d'illustrer les perspectives de diversification des acteurs au niveau des bases et pré-bases.

Dans la composition des participants à l'atelier, il a sûrement manqué une représentation plus forte des sociétés semencières et des PMS encadrés, qui sont finalement très nombreuses pour le maïs et la pomme de terre (en plus encore pour le riz). Inversement, la F3M, qui a pris une forte dimension récemment, n'apparaît pas dans les graphes, alors que sa présence dans l'atelier a été déterminante.

Si l'atelier n'a pas couvert l'ensemble des acteurs présentés dans les graphes, il a permis de concentrer l'attention sur les intervenants les plus influents. En effet, parmi ces acteurs, il y a ceux qui sont moteurs, c'est-à-dire ceux dans les changements de pratiques vont significativement impacter le fonctionnement des filières, et ceux qui subissent davantage ces changements, avec de faibles leviers sur les filières. Ce sont bien les premiers qui nous intéressent dans une logique de recommandations pour l'action.

1.2. Aperçus sur la Stratégie Nationale Semencière (2023-2028)

L'autre point de repère pour l'atelier est donc la Stratégie Nationale Semencière (2023-2028). La vision de cette stratégie relie le développement et l'accessibilité des semences certifiées et l'atteinte de la sécurité alimentaire. Ce faisant, elle confère à la certification un enjeu déterminant pour les populations de Madagascar et ne dit rien sur les perspectives d'amélioration de la qualité des semences par le recours à des systèmes paysans échappant à la certification « classique ».

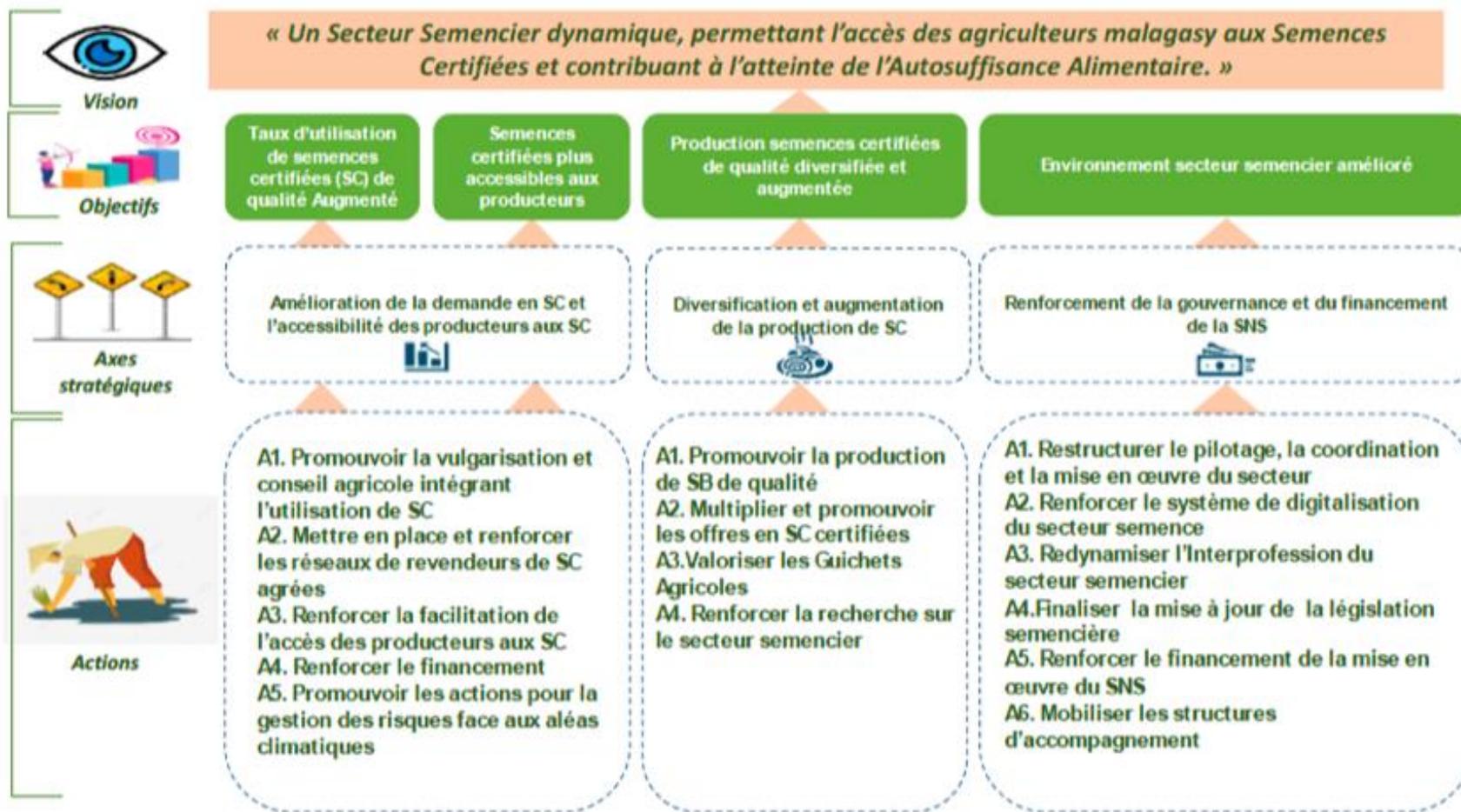


Figure 7. Vision, objectifs, axes stratégiques et action de la Stratégie Nationale Semencière¹

¹ <https://www.fofifa.mg/wp-content/uploads/2024/02/STRATEGIE-NATIONALE-SEMENCIERE-07-Decembre-2.pdf>

Contrairement à ces orientations stratégiques, nous avons ouvert dans l'atelier la discussion à une coexistence des systèmes formels et informels, certifiés et paysans. Les experts ont pris acte de l'esprit de la stratégie, mais ont convenu de ne pas focaliser les recommandations sur la seule certification « conventionnelle ». L'idée était davantage de penser les possibles complémentarités entre les filières semencières, prenant acte que les semences paysannes, aujourd'hui très largement majoritaires dans toutes les filières, seraient encore fortement utilisées à l'horizon temporel de notre vision (2030).

Comme illustré dans la figure ci-dessus (Figure 7), cette stratégie est déclinée en 4 grands objectifs et 3 axes. Les 3 axes renvoient respectivement à des objectifs d'augmentation de la demande en semences certifiées, d'augmentation de l'offre en semences certifiées et d'amélioration de la gouvernance d'ensemble des filières de semences certifiées.

Les savoirs locaux sont peu mobilisés et les actions s'inscrivent dans une perspective de « modernisation » et d'augmentation de la production alimentaire, en phase avec les politiques agricoles nationales promouvant l'agro-business et l'intensification conventionnelle de la production agricole.

Le détail des actions, reporté en [annexe 3](#), montre que les recommandations les plus nombreuses et les plus innovantes sont dans l'axe 3 de la gouvernance. Cela peut paraître paradoxal alors même que d'importantes réformes, avec la mise en place de l'Office Malgache des Semences, structure centrale d'une gouvernance renouvelée et plus efficiente, est régulièrement retardée.

A l'inverse, l'axe 2 sur l'offre de semences certifiées s'inscrit surtout dans une logique de renforcement des acteurs existants, sans transformation structurelle. Le rôle de la recherche est cependant très clairement ciblé, ce qui justifie aussi notre choix de focaliser sur l'amont des filières semencières.

L'axe 3 quant à lui se concentre sur le besoin de communication et de vulgarisation à l'utilisation de semences certifiées, et sur des actions publiques susceptibles de diminuer le coût d'accès pour les producteurs. La structuration d'un marché fortement aidé par l'Etat sous-tend la stratégie.

Il convient de noter que la majorité des experts invités dans l'atelier partagent très largement les orientations de la stratégie et plaident pour que ses actions soient rapidement et pleinement exécutées. Dès lors, ils confirment l'ambition de l'atelier de nourrir la réflexion sur la mise en œuvre et l'opérationnalisation de la stratégie. Ils confirment ainsi les objectifs assignés à la démarche du programme Food-Sec Semence.

1.3.Méthode utilisée : d'une vision du futur vers des recommandations

L'expertise des participants est sollicitée à travers une facilitation qui se veut participative, inspirée de la méthode ImpresS *ex ante*² (Figure 2). Il s'agit de les guider dans la construction de recommandations en partant de la définition d'un futur souhaité.

² <https://impress-impact-recherche.cirad.fr/fr/activites/impress-ex-ante/principes-et-outils>

Le processus débute ainsi par l'exploration de la vision de ce futur souhaité et des raisons pour lesquelles cette vision n'a pas encore été atteinte. Puis il s'agit d'identifier les acteurs impliqués, leurs interactions et les éventuels changements à envisager pour lever les problèmes. Enfin, ces changements sont formalisés sous forme de recommandations d'action afin de consolider la suite des opérations dans un plan d'impact.



Figure 8. Méthodologie ImpresS ex ante

Plus précisément, les étapes suivies sont les suivantes :

Une vision. La méthode ImpresS *ex ante* (Impact des Recherches aux Sud) vise à construire une théorie du changement. Elle part d'une première ambition, d'un futur à atteindre, que nous avons essayé ici de quantifier en évaluant les différentes productions de semences certifiées à produire.

Puis, sur la base de l'expertise des participants à l'atelier, nous avons enrichi cette vision du futur en vision « souhaitée ». Cette vision plus détaillée identifie les grandes thématiques composant cette vision. On obtient alors une image de ce vers quoi on souhaite aller. La construction de cette vision s'est déroulée la première matinée de l'atelier.

Des problèmes. La définition de cette vision permet de pointer les problèmes que l'on doit affronter et les changements sur l'on doit effectuer pour l'atteindre. Dans une nouvelle session, nous avons demandé aux participants de répondre aux questions suivantes : « Pourquoi n'avons-nous pas atteint ce fonctionnement souhaité pour les filières semencières concernées ? Quels sont les problèmes qui empêchent la réalisation de cette vision souhaitée ? »

Le produit de cette session est une série de problèmes, qui sont ensuite travaillés, à travers la construction d'une série d'« arbres à problèmes ». Autant d'arbres à problèmes que de thématiques / groupes de problèmes sont identifiés. L'objectif est de définir des contraintes structurelles et

stratégiques, dont la résolution pourra réellement résoudre non seulement les problèmes identifiés, mais aussi la source de ces problèmes. Cette session, par faute de temps, n'a pas pu explorer tous les problèmes.

Des acteurs. La logique de la méthode ImpresS repose sur le fait que pour résoudre les problèmes, il faut que certains acteurs du système (ici des filières semencières) changent de pratiques. Ici, nous nous sommes appuyés sur les graphes construits dans l'activité 1 et reportés plus haut, afin de caractériser l'ensemble des acteurs des filières et leurs ambitions pour la transformation des filières. Durant la session dédiée aux acteurs, nous avons précisé cette cartographie des acteurs, puis nous les avons positionnés sur les arbres à problèmes, là où ils agissent et interagissent.

Des recommandations. Puis nous avons traduit les problèmes en recommandations d'actions, en nous focalisant sur les changements que les acteurs devaient effectuer. Cette session, qui a occupé la fin de l'atelier et des échanges dans l'équipe d'animation ensuite, suppose de partir des problèmes et de leurs causalités (les arbres), de proposer des changements, d'identifier les acteurs qui doivent changer et de reformuler les actions en ce sens. Ainsi, nous sommes plus précis et plus opérationnels, moins génériques et globaux dans nos recommandations.

Il convient de souligner que les résultats présentés ici sont le fruit d'une réflexion collective des participants à l'atelier. Ils ne sont pas le produit d'études et de recherches, mais ils reflètent les connaissances et surtout les représentations des experts invités et des interactions et échanges entre ces experts.

2. La vision. L'avenir souhaité des filières semencières en 2030 ?

Une première discussion a donc porté sur les ambitions des experts pour les filières semencières. Un accord global sur la nécessité d'augmenter la production de semences de qualité, et notamment de semences de base pour les multiplicateurs, les débats ont porté sur la possibilité ou non d'avoir des systèmes de certification différents. Au final, la formulation choisie, un peu plus ouverte que celle de la stratégie nationale, est la suivante :

Assurer la fourniture de matériel de qualité aux producteurs multiplicateurs de semences (et autres entreprises semencières) pour pouvoir certifier dans le système formel conventionnel ou construire des SQD (ou d'autres systèmes de garantie ?) pour l'ensemble des filières végétales, et notamment pour le maïs, les haricots, la pomme de terre et le manioc.

Il s'agit bien d'un compromis et le débat sur la diversité des systèmes de construction de la qualité des semences s'est poursuivi durant l'atelier, en revenant à plusieurs reprises. Selon leur institution d'appartenance, leur place dans la filière et leur représentation de l'agriculture malgache, les experts peuvent avoir des positions très tranchées et, pour certains, exclusives. Il semble cependant que les difficultés rencontrées par la certification « formelle » (selon le modèle UPOV) imposent de s'intéresser aussi aux modèles paysans et à d'autres modèles moins exigeants. Et de fait, lorsque le groupe a abordé la quantification d'objectifs de production de semences en 2030, il fut admis que les semences « paysannes » plus ou moins formalisées perdureront et que le recours au SQD ou à d'autres systèmes alternatifs non encore mis en œuvre (comme les systèmes de garantie participatives) serait nécessaire, même en cas d'augmentation de la part des systèmes formels.

En l'absence de données fiables sur les quantités de semences utilisées à Madagascar, nous avons fait des fortes hypothèses pour cette quantification. Nous avons estimé à partir des quantités de produits finaux les besoins totaux en semences par filière, puis nous avons estimé la part de ces besoins couverte par des semences certifiées. Puis nous avons estimé, en nous appuyant sur les chiffres reportés dans la stratégie national semencière, les besoins de production et donc de semences en 2030 (essentiellement en tenant compte de la croissance démographique), et fixé un objectif de certification « raisonnable » au regard des marges de progrès anticipées. Les résultats sont regroupés dans le tableau suivant (exprimés en tonnes/an)³

Tableau 1. Production totale, besoin en semences et besoin en semences de base.

	Maïs		Pomme de terre		Haricot	
	2022	2030	2022	2030	2022	2030
Production locale	260 000		520 000		35 000	
Besoin en semences	8 000	10 000	52 000	60 000	5 600	7 500
Production de semences de base certifiées	115	2 850	600 (pas certifiées)	20 000	38	2 600

Les experts, questionnés sur les conditions nécessaires pour que cette vision se réalise, ont ensuite fait émerger 9 grands thèmes couvrant tant l'environnement des filières semencières que leur fonctionnement direct (Figure 9).

³ Nous n'avons pas fixé d'objectifs pour le manioc.

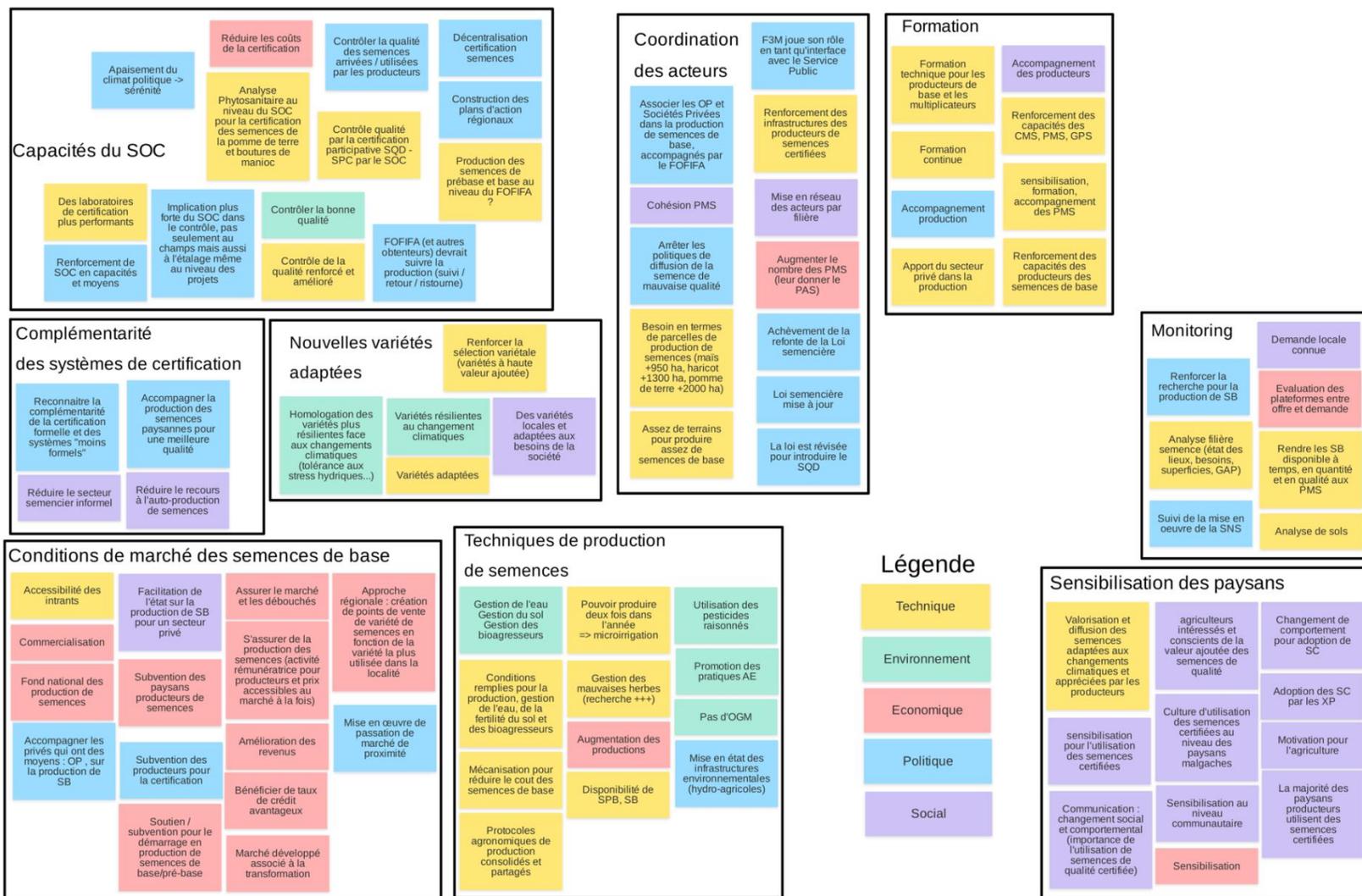


Figure 9. La vision du futur (2030) et ses déclinaisons thématiques⁴.

⁴ Pour assurer la diversité de ces conditions, nous avons utilisé la méthode STEEP, précisant que nous souhaitons des éléments relevant du Social, de la Technique, de l'Economie, de l'Environnement et de la Politique.

La vision est donc déclinée en 9 thèmes spécifiques, mais qui sont fortement liés entre eux. On note aussi, avec le jeu des couleurs, que les regroupements thématiques renvoient à des dimensions complémentaires. Par exemple, si la sensibilisation des paysans est essentiellement associée à des transformations sociales, les blocs sur les capacités et compétences du SOC et sur la coordination des acteurs relèvent majoritairement du politique, mais contiennent des dimensions techniques, économiques et environnementales.

Ces 2 derniers blocs sont plus spécifiquement liés à des questions de gouvernance et sont soumis à la finalisation préalable de la loi semencière et à sa mise en œuvre. Il s'agit donc de blocages qui pourraient potentiellement être levés avec l'opérationnalisation de l'OFMASEM et la montée en puissance de la F3M. Les propositions écrites soulignent que les filières ont besoin d'un cadre réglementaire rigoureux et appliqué, mais aussi d'innovations techniques bien intégrées et stabilisées.

Les experts ont aussi jugé que la vision pouvait se réaliser grâce à la complémentarité des différentes possibilités de certifications. Si la production de semences devait augmenter et que l'accessibilité est acquise, cela veut dire que co-existent des systèmes conventionnels, des systèmes de certification formels alternatifs comme les SQD et SPG, mais aussi d'autres systèmes paysans. Etant donnée la composition du groupe et l'orientation globale du projet Food-Sec Semence, ils se prononcent plutôt pour une baisse du recours à la semence paysanne et à l'autoproduction, mais la coexistence n'est pas exclue (ce qui semble raisonnable au regard de la domination de ces systèmes aujourd'hui). L'idée est d'aller vers de la meilleure semence quel que soit le système.

Les dimensions techniques et environnementales sont très présentes dans les 2 blocs concernant la présence en 2030 de davantage de variétés (plus adaptées que celles disponibles aujourd'hui) et le développement de nouvelles techniques (thème déjà présent dans la réflexion sur l'évolution du SOC). L'environnement est très présent dans la vision souhaitée et certains experts proposent d'instituer le non-recours aux OGM et aux pesticides, avec des méthodes de production agroécologiques. Pour autant, cette question du verdissement des systèmes a fait débat, d'autres experts mettant en priorité l'augmentation des rendements et la sécurisation des productions, au besoin avec une artificialisation des itinéraires techniques.

Une grande attention est portée à la question des débouchés, et plus largement d'un marché des semences plus fluide. Les experts insistent sur le besoin d'un marché plus rémunérateur pour les multiplicateurs tout en maintenant des prix abordables pour les agriculteurs. Cela se fera difficilement sans intervention publique et sans soutien financier spécifique.

Les 3 derniers blocs adressent l'accompagnement des acteurs et de la stratégie par la formation (essentiellement technique), la sensibilisation aux bénéfices de meilleures semences et à la faisabilité des changements, et le besoin d'un suivi de la mise en œuvre des actions composant la SNS dans toutes leurs dimensions. Par faute de temps, ces blocs n'ont pas été conservés pour la suite du travail et la formulation de recommandations. Ils sont inscrits partiellement dans la SNS (action A2 de l'axe 3 par exemple) et pourraient faire l'objet de travaux complémentaires au besoin.

3. Les problèmes : Pourquoi n'avons-nous pas atteint cet avenir souhaité ?

La vision a donc ensuite été déclinée en problèmes à résoudre. Les participants ont répondu à la question « Pourquoi n'avons-nous pas (encore) atteint cet avenir souhaité ? », la discussion étant organisée autour des grandes thématiques constitutives de la vision.

Puis, les premiers « grands » problèmes identifiés par thématiques ont été décortiqués. Les participants ont principalement travaillé en 2 sous-groupes se partageant les thématiques. Les résultats restent à analyser plus précisément par filière. Les différents arbres à problèmes sont reportés ci-dessous.

L'arbre suivant met en évidence plusieurs éléments limitant la production de semences certifiées et de base (Figure 10).

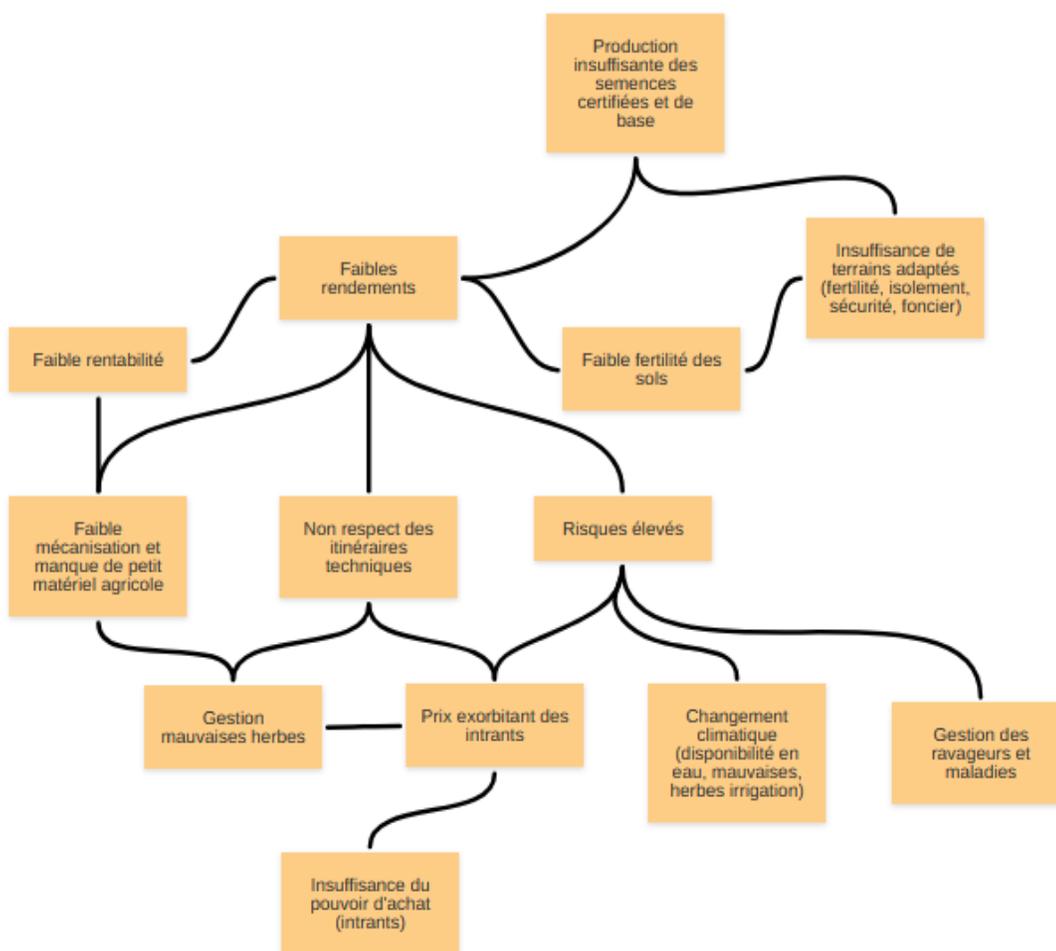


Figure 10. L'arbre à problèmes sur la thématique des techniques agricole

L'insuffisance de la production de semences de base et certifiées constitue un enjeu central pour les filières agricoles à Madagascar. Ce problème est principalement attribué à un déficit de terrains adaptés, tant en termes de disponibilité que de fertilité et qualité agronomique. La production de semences nécessite l'accès à des sols fertiles, ainsi qu'une capacité d'isolement, essentielle pour éviter les contaminations, en particulier dans le cas du maïs. Par ailleurs, ces terrains doivent être facilement accessibles et sécurisés afin de limiter les risques de vol ou d'intrusion. Le foncier est un problème central pour le FOFIFA, limitant sa capacité à répondre à la demande croissante en semences de qualité.

Les faibles rendements sont à la fois une conséquence et une cause des problèmes économiques. Selon les participants, cela est dû à une faible mécanisation et à un manque de petit matériel agricole (sarcluses, batteuses, semoirs, rayonneurs et autres), rendant les coûts de production élevés par rapport aux revenus.

Par ailleurs, la **fertilité des sols** est un problème important sur une majeure partie du territoire malgache et d'autant plus impactant pour la production de semences à la fois en termes de quantité mais également de qualité. La dégradation des sols et le manque de pratiques agricoles régénératives expliquent en partie les faibles rendements.

L'insuffisance du pouvoir d'achat d'une majorité des agriculteurs est confrontée à des coûts élevés des intrants, ce qui limite les possibilités de réaliser une fertilisation adéquate des sols et le respect des itinéraires techniques par les agriculteurs.

La production de semences est perçue comme une activité à la fois risquée et complexe. Les principaux risques incluent les fluctuations des prix des intrants, les ravageurs et maladies, ainsi que les impacts du changement climatique. Ce dernier élément, et notamment la variabilité des précipitations, intensifie les difficultés liées à la gestion de l'eau pour l'irrigation. De plus, les modifications des cycles de vie des ravageurs et des maladies compliquent leur gestion et leur éradication, entraînant des coûts supplémentaires.

Lors des échanges entre les participants sur la diversité variétale, il est apparu que le catalogue national présente un déficit d'espèces et de variétés, que les processus d'introduction, de sélection et de valorisation des variétés comportent des lacunes, et les mécanismes de diffusion sont faibles. Ces constats illustrent des blocages structurels majeurs qui entravent l'accès à des variétés adaptées, résilientes et performantes, essentielles pour renforcer durablement les filières semencières et agricoles (Figure 11).

Le Catalogue National des Espèces et Variétés végétales cultivées (CNEV) est jugé insuffisant et incomplet, il se concentre sur un nombre limité d'espèces et de variétés et ne fournit pas assez d'informations précises comme les conditions d'utilisation et d'adaptation de la variété, la destination ou l'usage final du produit, rendant difficile son utilisation par les producteurs et autres parties prenantes.

Les participants ont relevé une **faible valorisation des variétés locales et autochtones**, notamment des ressources phytogénétiques indigènes et anciennes. La préservation et la

maintenance de ces variétés posent problème, alors qu'elles représentent un important potentiel d'adaptation aux conditions climatiques et aux sols locaux.

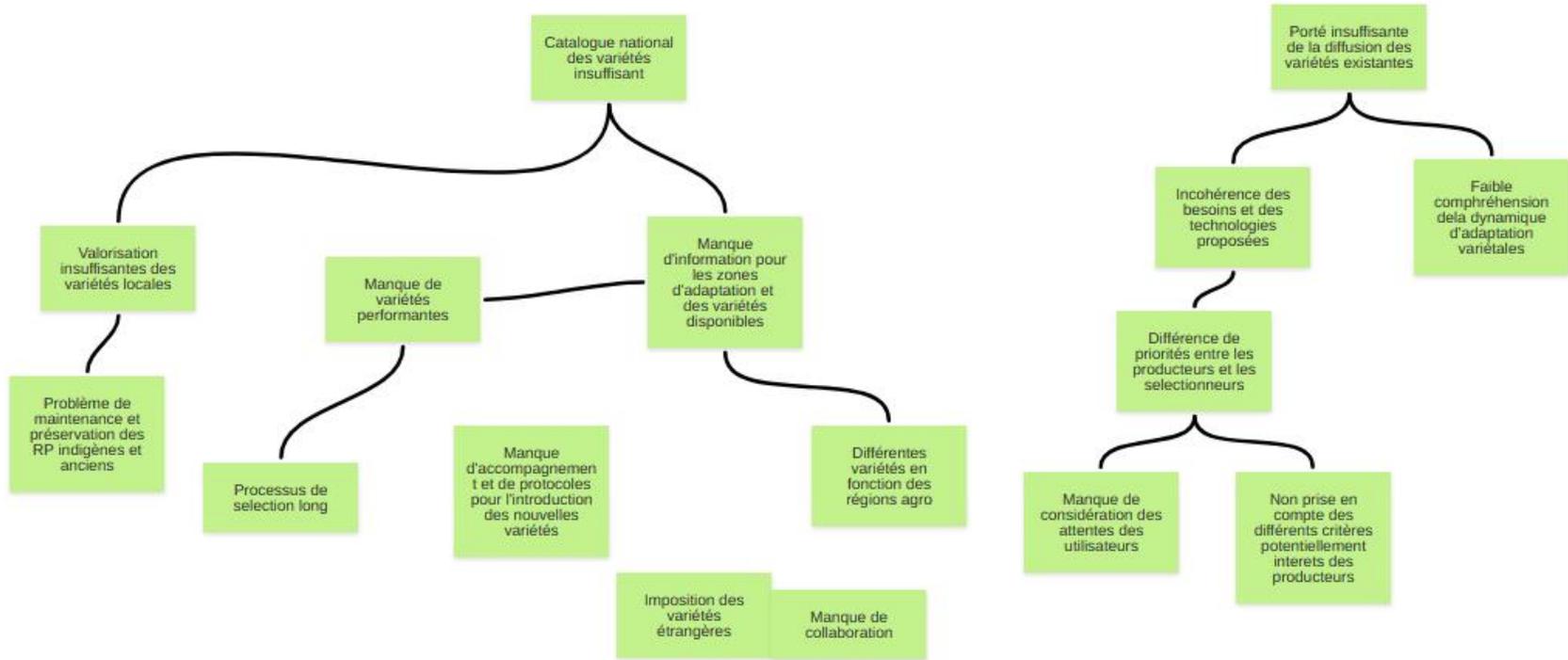


Figure 11. L'arbre à problème sur le sujet des variétés résilientes.

En parallèle, les **variétés performantes** restent insuffisantes sur le territoire, principalement en raison d'un processus de recherche et de sélection **très long et coûteux**. Au-delà, les acteurs du secteur ne disposent pas de données suffisantes sur les caractéristiques spécifiques et les performances potentielles de chaque variété dans différents contextes agroclimatiques et pratiques culturelles. Par ailleurs, l'absence d'une collaboration étroite entre chercheurs, agriculteurs, centres de développement et autres parties prenantes conduit à une communication insuffisante des résultats et des retours d'expérience. En conséquence, même lorsque des variétés adaptées existent, leur potentiel n'est pas pleinement identifié ni valorisé, limitant ainsi leur adoption et leur impact sur l'amélioration des filières agricoles. Il conviendrait de renforcer la régulation relative à l'introduction des variétés étrangères, puisque celles-ci entrent souvent sur le territoire malgache sans que les organismes de recherche et agricoles ne soient consultés ni informés.

Enfin, la **diffusion des variétés existantes** reste insuffisante. Cette faiblesse découle en partie d'une **incohérence** entre les besoins réels des utilisateurs (agriculteurs et consommateurs) et les solutions technologiques proposées. Les priorités des producteurs et des sélectionneurs divergent : les attentes des utilisateurs, qu'il s'agisse des critères de culture, de rendement ou de marché, sont peu prises en considération de manière systématique.

L'arbre sur les difficultés de complémentarités entre les différents systèmes semenciers passant par la certification conventionnelle et les autres, part du constat global que ces systèmes tels que mis en œuvre aujourd'hui à Madagascar ne sont pas adaptés au contexte du pays (Figure 12). Selon les participants, la centralisation des procédures du SOC, les coûts élevés de la certification, la non-reconnaissance des systèmes alternatifs et la lenteur du système formel compliquent l'insertion des agriculteurs dans la production de semences.

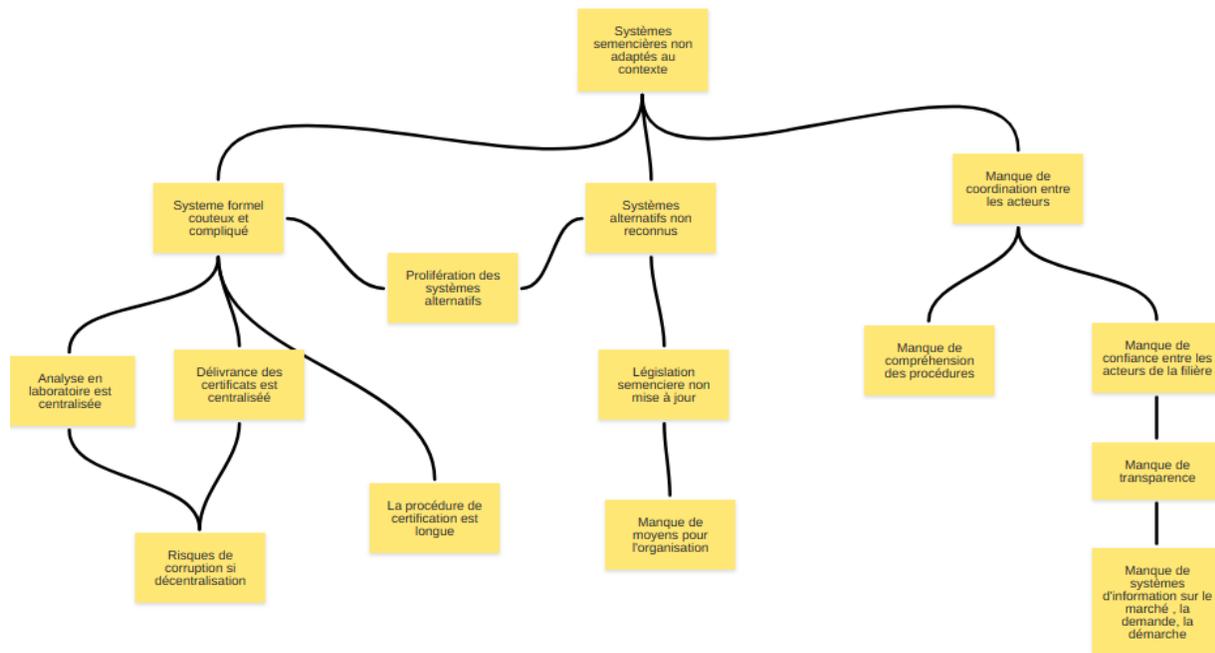


Figure 12. L'arbre à problème sur les complémentarités des systèmes semenciers

En effet, la délivrance des certificats et l'analyse en laboratoire restent centralisées à Antananarivo ce qui ralentit le processus de certification et d'homologation, surtout pour les régions les plus éloignées. Le manque d'infrastructures régionales pour réaliser des analyses de qualité est un obstacle majeur, bien que la décentralisation soit envisagée au niveau de la SNS. Cependant, les participants soulignent que cette décentralisation pourrait entraîner des risques de corruption.

D'autant plus que, bien que les systèmes alternatifs (comme le SQD et autres) aient démontré leur efficacité dans d'autres pays africains, ils restent marginaux à Madagascar en raison de l'absence de mise à jour de la législation semencière. Cette absence de reconnaissance juridique maintient ces systèmes en marge du secteur formel. En tout cas, le système SQD devrait faire partie intégrante de la nouvelle loi semencière.

Le manque de coordination entre les acteurs est renforcé par des difficultés à comprendre les procédures de certification et un manque de transparence et de systèmes d'information. De plus, les disparités de prix entre les régions alimentent les incompréhensions et renforcent la méfiance envers le processus de certification.

L'arbre sur le SOC et ses compétences met en évidence deux enjeux majeurs : d'une part, la surcharge d'activités de cet organisme réduit la disponibilité des agents pour effectuer les contrôles nécessaires à la certification et à l'homologation des variétés (Figure 13). D'autre part, le statut du SOC, placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE), limite sa capacité à développer des activités rentables. Ces problématiques affectent directement son efficacité opérationnelle et sa capacité à répondre aux besoins des filières semencières.

Certains organes prévus dans la Stratégie Nationale Semencière, comme l'OFMASEM, ne sont toujours pas opérationnels. Par conséquent, le SOC se retrouve à assumer certaines activités qui devraient normalement leur être attribuées.

Le statut actuel du SOC, rattaché au MINAE, limite son indépendance. Une réflexion sur le **financement des activités du SOC** est nécessaire. Il serait pertinent d'explorer la mise en place de prestations payantes pour permettre à l'organisme de devenir financièrement autonome et d'améliorer sa rentabilité. Cela permettrait au SOC d'augmenter ses effectifs pour répondre plus efficacement à ses missions.

En parallèle, le SOC est confronté à un **cumul de responsabilités trop élevé**, ce qui surcharge ses ressources humaines et organisationnelles. Il est chargé de la certification de semences, y compris pour des cultures comme la pomme de terre et le manioc (bien qu'il ne dispose pas des compétences et du matériel nécessaire, tandis que d'autres structures possèdent l'expertise nécessaire pour ces activités). De plus, comme mentionné précédemment, leur seul laboratoire pour analyser la qualité des semences (pureté spécifique et variétale, taux de germination, autres) se trouve à Antananarivo. En plus de la certification des semences, le SOC doit aussi veiller à l'inscription des nouvelles variétés dans le CNEV (sauf pour le système SQD) tout en vérifiant l'ensemble des critères DHS et VATE. De plus, pour cette deuxième fonction le SOC ne délègue pas les tâches de terrain à des techniciens, obligeant ses agents à se déplacer fréquemment. Ces déplacements augmentent aussi les coûts et les délais d'inscription.

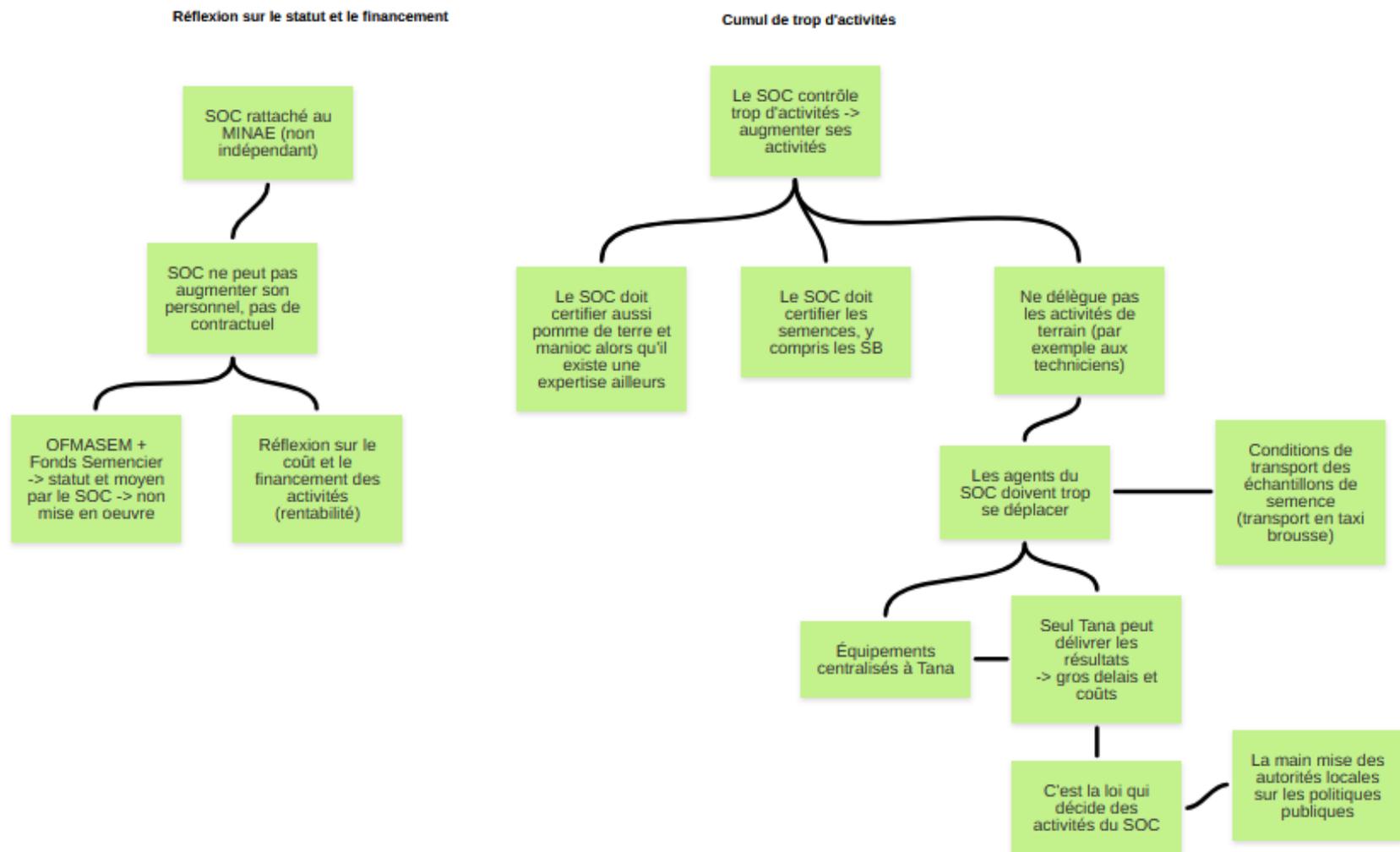


Figure 13. L'arbre à problème concernant le SOC

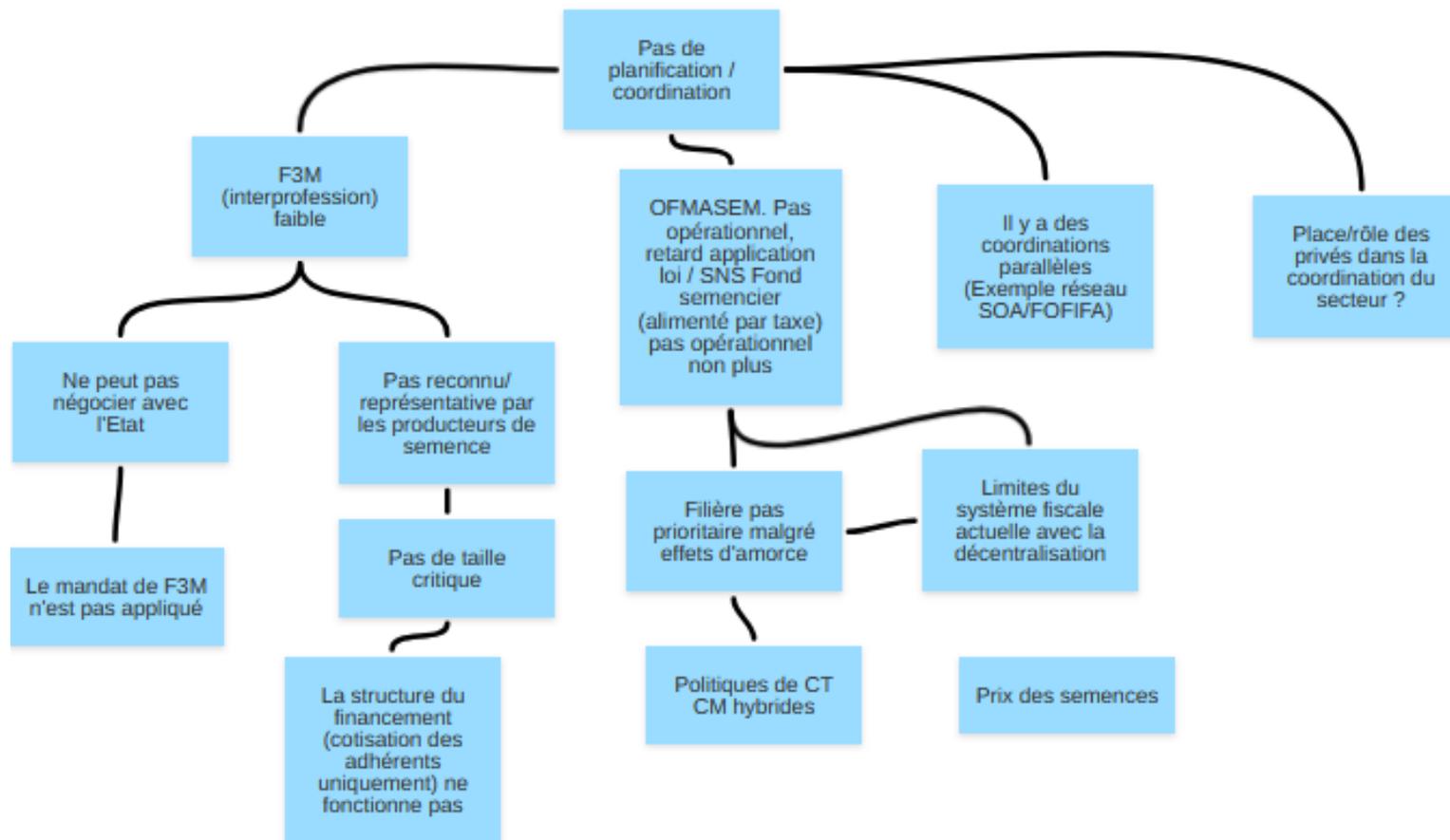


Figure 14. L'arbre à problème relatif à la coordination et la planification entre acteurs

L'arbre sur la coordination entre acteurs fait référence aux enjeux relatifs à la coordination entre les acteurs du secteur semencier. On remarque que les organes de coordination des semences dont l'interprofession semencière F3M et l'OFMASEM (Office Malgache des Semences) ne sont pas fonctionnels (Figure 14).

D'une part, l'OFMASEM n'est pas opérationnel en raison des retards dans l'application des lois et de l'absence de fonctionnement de la SNS et du Fonds Semencier, qui devaient être alimentés par des taxes.

D'autre part le F3M, en tant qu'interprofession, présente des faiblesses. Il ne peut pas négocier efficacement avec l'État, notamment parce que son mandat n'est pas appliqué. Par ailleurs, il n'est pas reconnu comme représentatif par les producteurs de semences, et sa structure de financement, basée uniquement sur les cotisations des adhérents, ne fonctionne pas.

Ce manque de coordination se manifeste également par l'émergence d'**initiatives parallèles**, comme les démarches entreprises par les acteurs comme le réseau SOA et le FOFIFA, qui ne s'inscrivent pas dans une stratégie commune avec l'ensemble des acteurs. La place des acteurs privés dans la coordination du secteur reste également floue.

Enfin, des **enjeux politiques** compliquent la situation. La filière semencière n'est pas considérée comme prioritaire, malgré certains effets d'amorçage, et les politiques actuelles restent des combinaisons hybrides de court et moyen terme. Le système fiscal actuel, dans un contexte de décentralisation, présente des limites, et le prix des semences demeure un frein pour les producteurs.

L'arbre relatif au marché des semences de base met en lumière trois problématiques principales. Leur prix est jugé trop élevé, les besoins des producteurs en semences de base sont mal connus et des distorsions de marché persistent en raison de procédures inadéquates (Figure 15).

Selon les participants, la **méconnaissance des besoins** des producteurs en semence de base est un problème central. Cette lacune provient en partie de l'**absence d'études de marché et d'institution de coordination** des filières semencières à Madagascar.

La mévente des semences certifiées, qui utilisent la semence de base comme principal intrant, peut être expliquée par une faible utilisation et le commerce limité de ces semences par les agriculteurs. En effet, les besoins précis des paysans sont mal connus, ce qui empêche de fournir des semences adaptées à leurs attentes.

Par ailleurs, le **prix élevé des semences de base constitue un frein majeur**. Celui-ci s'explique par des coûts de production importants, notamment pour le FOFIFA, ainsi que par des projets qui achètent les semences à des prix très élevés, et qui introduisent des distorsions de marché. Cette dynamique contribue à rendre l'accès aux semences de base difficile pour les agriculteurs multiplicateurs.

En outre, les marchés publics pour l'achat de semences de bases ne sont souvent pas publiés et les procédures pour y répondre sont longues et mal adaptées.

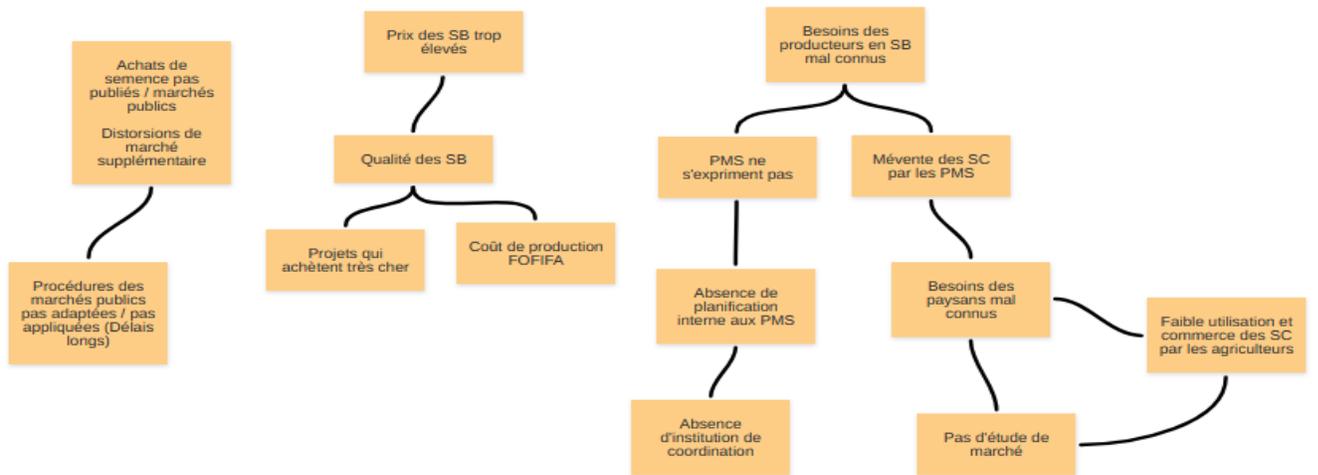


Figure 15. L'arbre à problème relatif au marché des semences de base (SB) à Madagascar

4. Qui doit changer ? Cartographie des acteurs des filières semencières

En s'appuyant sur les graphes de filières et sur le schéma de la Figure 2 ci-dessus, les experts ont précisé les acteurs concernés par les arbres à problèmes, et qui pouvaient, en changeant de posture et de pratiques, transformer significativement le système semencier.

Une première catégorie d'acteurs concerne ceux qui sont au cœur des systèmes et qui seront forcément moteurs, quels que soient les thématiques. Nous les avons répartis entre les 2 composantes de la production de semences de base et de la multiplication des semences certifiées. (Figure 16)

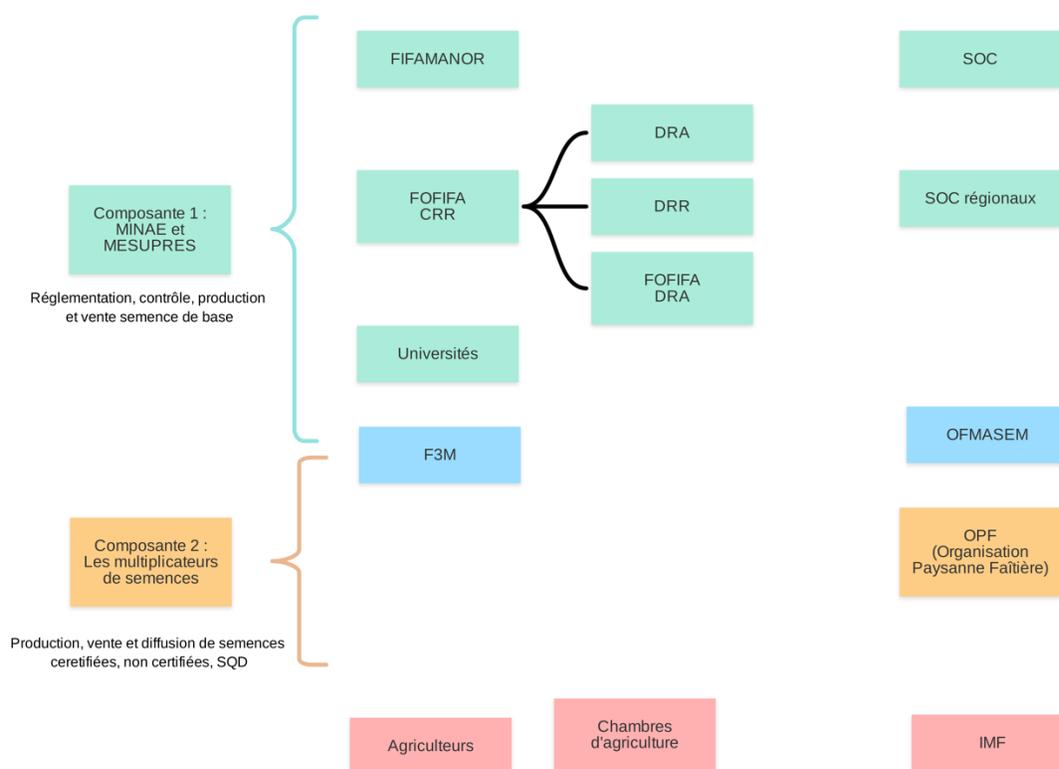


Figure 16. Cartographie des acteurs centraux des filières semencières

La cartographie n'est pas exhaustive, mais insiste sur les liens forts à nouer entre la recherche et le développement pour la composante 1. Les experts insistent aussi sur le fait que les changements techniques seront vains s'ils ne sont pas accompagnés par des changements des acteurs de la réglementation (SOC).

Le positionnement de la F3M et de l'OFMASEM une fois créé et opérationnel, entre les 2 composantes, traduit leur rôle dans la gouvernance. La F3M va devoir en particulier se réinventer une fois que la nouvelle réglementation sera en vigueur. Ses efforts pour intégrer et fédérer de plus en plus d'acteurs vont dans ce sens.

Enfin, si les experts citent les agriculteurs et les chambres d'agriculture comme des acteurs de l'aval, plutôt bénéficiaires, ils placent les Organisations Paysannes Faitières (comme SOA et FIFATA) dans la composante 2. En effet, la dispersion des multiplicateurs est jugée problématique et l'évolution vers plus d'action collective est proposée.

Puis, les experts ont complété la cartographie en spécifiant cette fois les acteurs concernés par une ou plusieurs thématiques de changement contenu dans la vision, et qui ont été travaillées dans les arbres à problèmes (Figure 17).

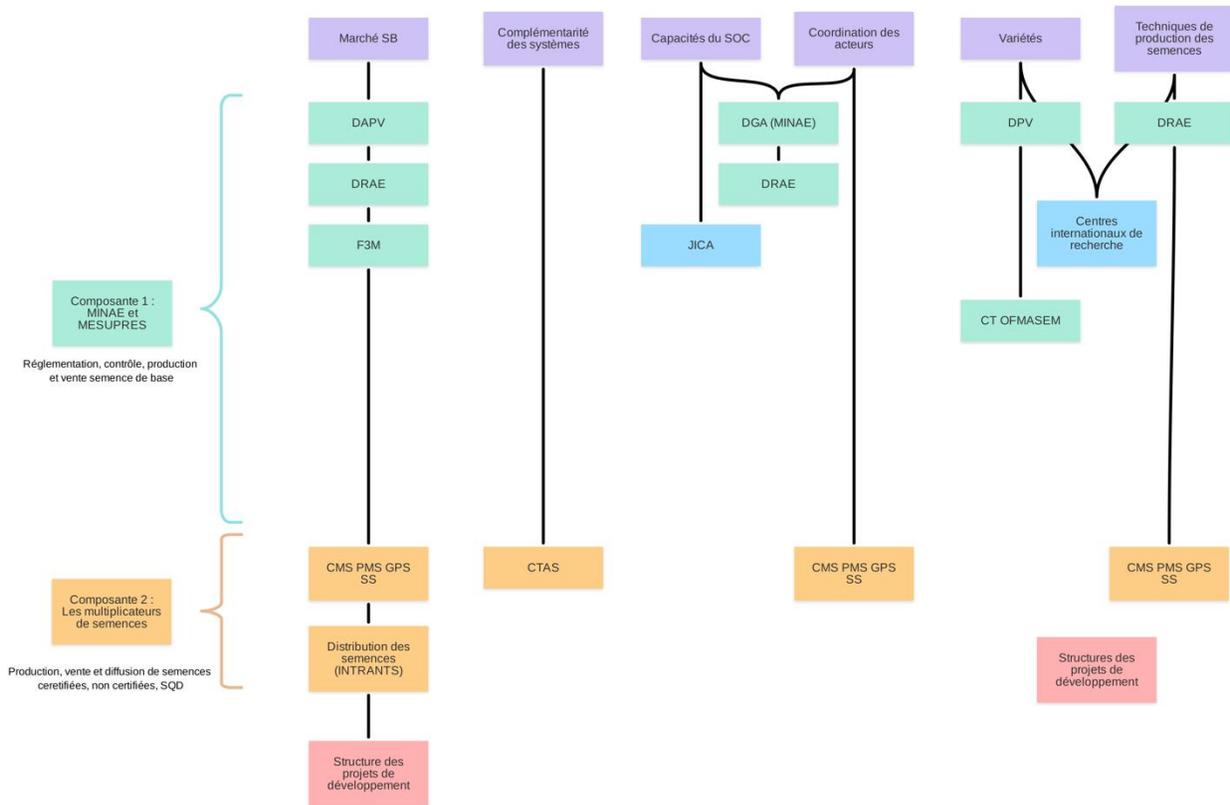


Figure 17. Cartographie des acteurs concernés par les grandes thématiques de la vision

Comme la précédente, cette cartographie est loin d'être exhaustive, soulignant une fois de plus l'importance de ne pas aborder les problèmes et leurs solutions de manière isolée. Il faut un plan d'actions tel que présenté dans la Stratégie Nationale Semencière, mais il faut aussi envisager les complémentarités entre les actions de ce plan.

Sur la base des arbres à problèmes et des changements nécessaires des acteurs concernés pour tenter de les résoudre pour atteindre la vision souhaitée en 2030, une série de recommandations a été formulée. Elles sont regroupées dans la partie suivante du rapport.

5. Quelques recommandations pour l'action.

5.1. Conditions de marché de la semence de base (et des autres)

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Produire et rendre disponibles les données d'offre et de demande sur le marché des semences	DRAE et SOC régionaux et F3M. Contribution de tous les acteurs de la filière.	Inventaire des données : Lancer une étude pour inventorier les différentes sources actuelles et potentielles de remontée d'informations sur la demande en semence (entre OP et faitières, entre privés et coopératives, entre FOFIFA et les projets, etc.), et identifier les manques les plus importants.	Court terme	Cette thématique n'est pas mentionnée dans la SNS
	F3M en coordination, avec l'appui de tous ses membres	Compiler les données disponibles : Juger de la faisabilité (disponibilité et interopérabilité) et, éventuellement, établir une base des données avec les différents producteurs de semences et les semences produites, ainsi que les demandes des différents acteurs. Dresser un listing de l'offre et de la demande par grandes catégories d'acteurs, espèces et variétés et par région de Madagascar. S'appuyer, comme signifié dans la SNS, sur la dynamique "d'agrégation de l'agriculture". Pour ce faire, F3M a les moyens techniques et humains et est appuyé par les structures compétentes (SOC et services statistiques des ministères)	Court /moyen terme	Cette thématique n'est pas mentionnée dans la SNS
	F3M et SOC	Mettre à disposition les informations via une cellule de communication et information sur le marché semencier (offre, demande, localisation, type d'acteurs, prix, etc.). S'appuyer sur le site SOC-JICA existant en améliorant ses fonctionnalités. Diversifier les supports en utilisant les réseaux sociaux.	Court /moyen terme	La SNS prévoit un marketing commercial et un renforcement des canaux de communication intégrant un focus semences (A3 de l'axe 1)
Disposer d'un espace de coordination pour la régulation des marchés	F3M et tous les acteurs de la filière	Sur le modèle des organisations existantes (riz et haricots), construire des plateformes d'échanges pour aborder, à intervalles réguliers, les problèmes des filières, et en particulier les questions de marchés (offre / demande et dysfonctionnements et bonnes pratiques) Mettre en place un système de « cahiers de doléances » pour relever durant les campagnes les problèmes rencontrés et les propositions de tous les acteurs de la filière pour améliorer et fluidifier le marché des semences	Court terme	

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Conduire des études de long terme de comportement des marchés	FOFIFA (DRD et DRA)	A intervalle régulier (3 à 4 ans), conduire une étude à base d'enquête pour comprendre les dynamiques de l'utilisation des semences, par les différents acteurs aux différents niveaux des filières : espèces, variétés, quantité, niveau de certification souhaité, pratiques marchandes, etc.	Court /moyen terme	Cette thématique n'est pas mentionnée dans la SNS, sauf pour des études régionales (A1 de l'axe 3)
Réviser les procédures d'achats publics et groupés	MINAE, Ministère des finances, F3M en relais, firmes semencières, FOFIFA	<p>Démultiplier les points de vente des semences de base et les organiser en fonction des organisations et firmes les plus pertinentes et efficaces dans la zone concernée. Privilégier la proximité.</p> <p>Encourager les achats groupés, en s'appuyant sur la production et la valorisation d'informations sur l'offre et la demande. Le conseil agricole devrait être associé, afin de diriger les CMS et PMS et les autres vers les points de disponibilité.</p> <p>Réviser les procédures d'achats publics pour faciliter l'accès aux semences dans les régions reculées et pour les organisations n'étant pas forcément bien formées et équipées pour s'en procurer. Les procédures d'achats publics pourraient aussi permettre l'application de tarifs préférentiels, de crédits bonifiés ou toute autre aide à l'obtention de matériel génétique de qualité.</p> <p>Surveiller le prix des achats par les projets et instaurer des prix maximaux pour éviter les distorsions du marché.</p>	Court /moyen terme	<p>La SNS encourage les systèmes de Voucher et de subventions (A4 de l'axe 1).</p> <p>En plus, A5 de l'axe 1, la SNS insiste sur un système assurantiel et de banques communautaires</p>

5.2. Coordination des acteurs

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Montée en puissance et compétences de la F3M	F3M et ses membres (potentiellement tous les acteurs de la filière, y compris les projets)	<p>Un processus est en cours, mais il faut conforter le rôle de la F3M.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commencer par établir un inventaire précis et détaillé et exhaustif des acteurs de la filière et les approcher systématiquement pour leur proposer d'adhérer. • Ouvrir la possibilité d'adhérer à des acteurs des systèmes « alternatifs » et prioriser l'adhésion des privés, mais s'assurer de l'intérêt et de l'engagement important des adhérents • Revoir collectivement les droits et les devoirs des membres potentiels (niveau de contribution financière, droit à la parole et au pilotage, niveau d'engagement et éventuellement sanctions à appliquer si défaut). • Préciser le modèle économique de la F3M et ses besoins financiers et humains « raisonnables » en phase avec ses compétences et pour viser l'autonomie financière • Confier à la F3M une expertise des atouts et limites des filières par espèces et régions, pour légitimer sa place et ses rôles auprès des autres acteurs et des bailleurs 	Court et moyen terme	La SNS, sans trop citer F3M, insiste sur le besoin d'une interprofession dynamique (A1 de l'axe 3). Nos recommandations sont très largement en phase avec celles de la SNS.
Améliorer et surtout faire vivre les cadres de concertation existants	MINAE, F3M, Projets	<p>En s'appuyant principalement sur une F3M légitimée (et à condition que celle-ci ait gagné en compétences), définir un mécanisme de concertation des acteurs de la filière, avec un processus national et des déclinaisons dans les régions.</p> <p>Ce mécanisme, sous l'égide du MINAE, devra articuler les dimensions de marchés (voir le point précédent), les dimensions techniques et réglementaires (voir les points suivants).</p> <p>Les projets, qui fournissent souvent des appuis aux acteurs des filières, s'engageront à respecter et à faire vivre ce cadre, de façon à ne pas disperser les efforts.</p> <p>Autant que faire se peut, réduire les « coordinations parallèles », souvent au sein des projets ou dans les organisations paysannes, qui créent des circuits et filières « réservées » et excluantes.</p>	Court terme	La SNS n'est pas explicite sur ce point, mais mentionne dans l'A2 de l'axe 3 des améliorations de la concertation via la digitalisation.

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Mise à jour et surtout mise en œuvre de la loi et de la stratégie semencière	MINAE	<p>Mettre en place urgemment les institutions prévues dans la loi et la stratégie semencière : OFMASEM en premier lieu, mais aussi toutes les dispositions prévues et contenues dans la SNS.</p> <p>Préciser, avant sa création, le rôle de l'OFMASEM dans la coordination des acteurs, en tenant compte des potentielles évolutions depuis les premières propositions.</p>	Court terme	Cette recommandation est au cœur des actions A1 et A4 de l'axe 3 de la SNS, articulée autour de l'OFMASEM
	MINAE, institutions financières	<p>Faire une étude de faisabilité puis, sous l'égide de l'OFMASEM, mettre en place les taxes aux différentes étapes des filières (avec une attention particulière à porter aux projets).</p> <p>Réévaluer les acteurs ayant le plus besoin d'aide financière dans les filières semencières et orienter la distribution des taxes en fonction.</p> <p>S'assurer des mécanismes de prélèvement et de redistribution de ces taxes pour le fonctionnement des filières (dont le financement de la F3M).</p>	Court terme (pour les études) / moyen terme	Cette thématique n'est pas mentionnée dans la SNS
	F3M et les acteurs de la filières volontaires	<p>Définir et animer un plaidoyer politique pour que la question semencière soit plus haut dans l'agenda des politiques agricoles. Le plaidoyer sera d'autant plus porteur si les acteurs des filières se coordonnent (voir point précédent sur les mécanismes de concertation).</p> <p>Le plaidoyer sera d'autant plus efficace s'il combine des « preuves » de l'importance des semences de qualité (ce qui veut dire un appui de la recherche notamment) et de la capacité des acteurs à s'organiser.</p> <p>Un leader légitime devrait le porter (la F3M), charge à lui d'organiser les contributions des uns et des autres.</p>	Court terme	

5.3. Techniques de production des semences de base

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Subventions à la production de Semence de Base	MINAE, Ministère des finances, F3M en relais, plaidoyer pour les subventions	<p>La disponibilité de semences de base et pré-base constitue un facteur limitant pour la production de semences certifiées. Toutefois, le manque d'infrastructures, de matériel agricole et le coût élevé des intrants compliquent cette production, qui nécessite une maîtrise agronomique rigoureuse. Il serait donc pertinent de subventionner cette étape, en tenant compte des conditions actuelles.</p> <p>Cependant, cette subvention ne doit pas créer de dépendance. Il est préférable de ne pas se limiter aux intrants, mais de privilégier des actions durables telles que l'accès facilité au matériel agricole et l'amélioration des infrastructures (centres de stockage, systèmes d'irrigation, etc.), via des réductions fiscales ou des aides directes.</p>	Long terme	<p>La SNS parle de la subvention adaptée, surtout au niveau des intrants. La facilité d'accès au financement est aussi mentionnée.</p> <p>Elle parle aussi des partenariats publics-privés pour la production des SB.</p> <p>La stratégie mentionne aussi le 'Renforcement de FOFIFA et FIFAMANOR dans la production de SPB et de SB'</p>
Renforcement de la mécanisation et du petit outillage pour la production de semences	CFFAMMA, instituts de recherche dont FOFIFA-DRT	<p>Il est essentiel de développer des recherches sur la mécanisation et le petit outillage dédié à la production de semences, tant pour les opérations culturales que pour le post-récolte (vannage, triage, séchage, etc.). L'accompagnement à la production de matériel adapté, proche des zones de production, doit être renforcé en collaboration avec le CFFAMMA et le FOFIFA, notamment via la Direction des Recherches Technologiques (DRT).</p> <p>Le CFFAMMA, avec ses représentations nationales, jouerait un rôle clé dans la vulgarisation. Les organisations professionnelles d'artisans fabricants devraient s'intéresser aux besoins spécifiques de la production de semences de base, tandis que le CFFAMMA et le FOFIFA-DRT pourraient concevoir des prototypes adaptés et former les artisans à leur fabrication.</p>	Moyen terme	<p>Cette thématique n'est pas largement mentionnée dans la SNS.</p> <p>Une mention est faite de l'approche MVAP (Modèle de Vulgarisation Autonome des Producteurs), mais plutôt liée aux intrants.</p>

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Actions nécessaires pour la transition AE dans la production de semences de base	<p>Le GSDM coordonne et assure la médiation avec les institutions de recherche et les acteurs concernés.</p> <p>L'OFMASEM et le SOC doivent adapter leurs normes et être ouverts à la discussion.</p> <p>La Chambre d'agriculture soutient la mise en œuvre des changements.</p>	<p>La production de semences est souvent réalisée dans des conditions agroécologiques. De nombreux acteurs impliqués dans cette production utilisent déjà des telles techniques, notamment au sein des organisations de producteurs.</p> <p>Il est donc crucial de continuer à tester et diffuser des pratiques agroécologiques performantes, telles que l'utilisation de lombricompost pour la fertilisation du sol ou d'<i>ady-gasy</i>, pour lutter contre les bioagresseurs.</p> <p>Il est également essentiel de travailler en collaboration avec les acteurs concernés pour faire évoluer progressivement les normes existantes. Par exemple, il est nécessaire de revoir ces normes avec le SOC afin de permettre la production de semences dans des systèmes de culture en association ou avec des couvertures vivantes, des techniques agroécologiques qui augmentent la résilience des exploitations.</p>	Moyen terme	Cette thématique n'est pas mentionnée dans la SNS
Construction de référentiels technico-économiques pour la production de semences	<p>Le FOFIFA (via la DRD et la DRA)</p> <p>Les Directions régionales du commerce et de l'industrie, les Chambres d'agriculture apporteront leur appui</p> <p>F3M assurera la centralisation et la diffusion de ces référentiels.</p>	<p>En complément du renforcement des savoirs techniques, il est crucial d'intégrer des compétences en comptabilité et commerce. Les fiches techniques doivent être enrichies avec des informations économiques détaillées afin de fournir une vision complète et stratégique de la production.</p> <p>Disposer de référentiels économiques est essentiel pour évaluer précisément les coûts de production et les marges bénéficiaires. Cela permet de fixer des prix de manière cohérente et d'établir une base solide pour mesurer les améliorations potentielles de la performance du système de production.</p>	Moyen terme	Cette thématique n'est pas mentionnée dans la SNS

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Solutions pour optimiser l'isolement et la gestion de l'espace dans la production de semences	<p>Le FOFIFA peut produire des référentiels techniques.</p> <p>Le SOC doit également être ouvert à discuter de l'assouplissement de ses normes sur l'isolement.</p> <p>Le CTAS, avec son expertise, doit contribuer à cette réflexion. Les autres acteurs de développement et animation des réseaux des producteurs peuvent mettre en places les idées.</p>	<p>Dans certaines situations, les distances d'isolement entre un champ de semences et un champ de culture de la même espèce, mais d'une autre variété, peuvent être excessivement grandes, dépassant parfois 500 m. Cela pose un problème majeur, surtout pour les espèces allogames comme le maïs ou le cajanus, lorsque la surface disponible est limitée et que l'isolement nécessaire entre les champs rend difficile l'utilisation optimale de l'espace.</p> <p>Une solution déjà testée et appliquée par le CTAS consiste à réorganiser les zones de production en regroupant les producteurs. Dans une zone spécifique, on demande aux producteurs d'utiliser la même variété (en leur fournissant potentiellement les semences), qu'il s'agisse de la production des semences ou de culture conventionnelle. Cela permet de réduire les exigences de distance entre les champs de différentes variétés, rendant l'utilisation de la surface disponible plus efficace.</p> <p>Cette approche peut être renforcée par l'utilisation de haies vives ou par la planification de décalages dans les dates de semis des différentes variétés, pour améliorer encore l'isolement.</p>	Court/ Moyen Terme	Cette thématique n'est pas mentionnée dans la SNS
Organisation d'une plateforme de partage des connaissances	Tous les acteurs avec le lead du FOFIFA et de F3M	<p>Il est essentiel d'organiser, de manière transversale, un partage de connaissances et de savoirs au sein d'une plateforme collaborative. Cette plateforme devrait rassembler, en premier lieu, les instituts de recherche, mais aussi les acteurs privés intéressés, afin de favoriser une synergie entre les différents domaines d'expertise.</p> <p>Elle permettrait ainsi de partager des informations techniques, économiques, et technologiques, facilitant ainsi l'échange d'idées et de bonnes pratiques. Cette initiative contribuerait à renforcer les capacités de tous les acteurs impliqués, à améliorer l'innovation et à promouvoir une meilleure gestion des ressources. Une telle plateforme serait un vecteur d'optimisation et de développement durable pour la filière.</p>	Court/ Moyen Terme	Il n'y a pas de mention explicite dans la SNS

5.4. Accessibilité des variétés adaptées et pertinents pour notre contexte

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Élargir le nombre des variétés présentes dans le CNEV	Lead de FOFIFA avec des autres acteurs (OP, ONG, MINAE, autres centres de recherche)	<p>Il est recommandé de recenser les variétés locales afin de valoriser la biodiversité existante et d'évaluer leur potentiel d'inscription au catalogue national, notamment pour les cultures moins étudiées et peu couvertes par les programmes de sélection. Souvent bien adaptées aux conditions agroécologiques locales, ces variétés offrent des avantages en termes de résilience face aux contraintes et de réponse aux besoins des producteurs. Toutefois, il est indispensable de mettre en place des démarches rigoureuses pour garantir la qualité et la pureté des semences, afin qu'elles contribuent pleinement à une agriculture performante et durable.</p> <p>Cette démarche devrait être menée en collaboration avec les agriculteurs et les centres de recherche comme le FOFIFA. Elle permettrait ainsi de diversifier l'offre variétale, renforcer la résilience des systèmes agricoles et promouvoir le patrimoine agricole local.</p>	Moyen / Long terme	La valorisation des variétés locales n'est pas mentionnée dans la SNS.
	FOFIFA et FIFAMANOR avec l'appui des centres de recherche internationaux (CGIAR, CIRAD, autres)	<p>Il est crucial de soutenir et de renforcer les programmes nationaux de création et de sélection variétale, car ces initiatives sont essentielles pour le développement des matériels génétiques adaptés aux conditions agroécologiques locales.</p> <p>En parallèle, l'importation de variétés déjà développées et validées dans d'autres pays peut constituer une option complémentaire intéressante. Toutefois, cette démarche doit être accompagnée de tests multi-locaux rigoureux afin d'évaluer leur adaptabilité et pertinence dans le contexte local, en tenant compte des contraintes agroclimatiques et des besoins des producteurs.</p>	Long terme	La SNS mentionne effectivement la poursuite de la création locale des variétés, mais elle ajoute aussi le besoin de créer localement des variétés hybrides pour le riz et le maïs.
	OFMASEM et SOC	<p>Il est essentiel de faciliter et d'accélérer la démarche d'homologation des nouvelles variétés dans le catalogue national. Cela passe par plusieurs actions concrètes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités du SOC en matière d'homologation, tant sur le plan financier, humain, que sur les compétences techniques et la couverture géographique. • Réduire le délai d'inscription des variétés de 2 années à une, s'il est possible de réaliser 2 cycles distincts au cours d'une même année. • Améliorer les protocoles d'inscription variétale en étroite collaboration avec les centres de recherche concernés, en particulier le FOFIFA. • Assurer la présence d'un référent spécialisé en sélection variétale au sein du SOC pour garantir une expertise adaptée. 	Court terme	Le renforcement des compétences au niveau du SOC est prévu, mais surtout pour la production des semences et pas autant pour l'inscription des variétés au catalogues.

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Faciliter l'accès à l'information variétale pour les producteurs	F3M, DRAE, MINAE avec la coopération des acteurs de recherche et développement	<p>Il faudrait faciliter l'accès à l'information contenue dans les catalogues variétaux en la rendant plus compréhensible et directement utile pour les producteurs. Pour ce faire, des supports adaptés comme des fiches variétales simplifiées, des cartes d'adaptation des variétés et d'autres outils pratiques devraient être développés.</p> <p>Il est également nécessaire de diffuser cette information via des canaux de communication déjà existants, tels que les réseaux de diffusion des alertes météorologiques ou les plateformes agricoles, afin d'assurer une large diffusion et une meilleure appropriation par les producteurs.</p>	Court terme	Cette action n'est pas mentionnée dans la SNS
Renforcer la collaboration entre recherche et développement pour la création et la sélection de nouvelles variétés	Tous les acteurs de recherche et de développement	<p>Pour garantir la pertinence des variétés développées, il est essentiel d'intégrer les critères des producteurs tout au long du processus de création et de sélection variétale. Cela inclut la définition des idéotypes variétaux souhaités en collaboration avec les producteurs. Si cette collaboration est approfondie, elle peut également permettre une co-construction des Target Product Profiles, des Market Segments et des zones agroécologiques d'adaptation variétale.</p> <p>Cette coopération facilite également la mobilisation des réseaux de producteurs pour réaliser des tests multi-locaux (VATE), permettant ainsi de valider les variétés dans des conditions de production réelles et d'augmenter leur pertinence. Ce processus contribue également à l'homologation des variétés et à leur ajout au catalogue national, favorisant ainsi une meilleure adéquation entre la recherche et les besoins des producteurs.</p>	Long terme	Les programmes de sélection sont mentionnés dans la SNS, sans faire mention de l'aspect participatif ou de la définition des objectifs spécifiques par programme.
Conserver et valoriser les ressources génétiques locales	MINAE, avec l'appui du FOFIFA et autres acteurs de recherche, comme les centres internationaux.	<p>Dans une démarche durable de conservation des ressources phylogénétiques malgaches, il est crucial de renforcer les infrastructures et les plateformes dédiées à la conservation et à la prospection des ressources. Cela inclut le développement et l'amélioration des installations de culture in vitro, des banques de gènes et des systèmes de cryoconservation. Ces infrastructures jouent un rôle clé dans la préservation de la biodiversité végétale et assurent l'accès à une large diversité génétique, indispensable pour les futures générations de sélection variétale. La mise en place de ces structures garantit une conservation efficace des variétés locales ainsi que des matériaux génétiques rares ou menacés, qui sont essentiels pour adapter les cultures aux défis climatiques et agronomiques à venir.</p>	Long terme	Cette action n'est pas mentionnée dans la SNS

5.5. Complémentarité entre la diversité des systèmes

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
<p>Lever les concurrences déloyales et les tensions entre les différentes visions du système idéal/souhaité</p>	<p>MINAE, F3M, FOFIFA, université, projets, organisations paysannes, paysans semenciers, etc.</p>	<p>Baisser le coût de fonctionnement du système conventionnel pour l'ouvrir à plus de monde (action en cohérence / articulation avec les points 5.1 et 5.2).</p> <p>Communiquer plus largement sur les changements à venir du système conventionnel et de ses adaptations à la réalité agricole malgache. Avec l'application des loi et stratégie semencières, il devrait être plus attractif sans exclure pour autant les systèmes alternatifs.</p> <p>Appuyer plus fortement encore les expériences alternatives qui fonctionnent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Valoriser le travail du CEFTEL et l'adapter aux autres espèces et régions • Faire l'inventaire des productions de semences de qualité hors des réseaux classiques et les évaluer pour éventuellement les valoriser et en diffuser les principes (étude pouvant être confiée au FOFIFA ou à l'université, en associant les projets) • Démultiplier les SQD, juger de leurs atouts et limites plus précisément (étude pouvant aussi être confiée au FOFIFA ou aux universités) • Ne pas stigmatiser les systèmes paysans. Au contraire, les encourager s'ils répondent de façon satisfaisante et sans risque aux besoins des agriculteurs. <p>Redéfinir un environnement institutionnel pour chaque système semencier qui démontre de l'efficacité, avec des domaines de compétences précis et ne pénalisant pas l'un ou l'autre.</p> <p>Ces actions ne doivent pas aboutir à un « laisser-faire » et à une déréglementation totale, mais bien à l'obtention de la meilleure qualité de semence possible, en tenant compte des réalités de terrain et en étant pragmatique.</p>	<p>Moyen terme</p>	<p>Les systèmes paysans ne sont pas mentionnés dans la SNS, mais la coexistence avec le système SQD est ainsi présentée : « <i>La mise en place des ES pour les céréales, les grains secs et les oléagineux prendra en compte la promotion des modèles SQD pour les semences de cultures vivrières, particulièrement, dans les districts enclavés et à vocation de cultures vivrières. Dans ce cas, une cohabitation de production de deux types de SC (SQD et conventionnelles) pourra exister dans certaines régions.</i> » (axe 1)</p>

5.6. Capacités du SOC

Changements / actions à engager	Acteurs concernés	Opérationnalisation	Date	Correspondance SNS
Décentraliser les activités du SOC	SOC, SOC régionaux (à construire), DRAE, PMS et CMS, OP, FOFIFA	<p>Disposer de laboratoires supplémentaires et mutualiser les laboratoires entre le FOFIFA et le SOC (voire avec d'éventuels opérateurs privés dans l'avenir)</p> <p>Localement, au cas par cas, envisager d'assermenter de nouveaux organismes pour remplir les fonctions du SOC. La situation devra être évaluée par espèce, par région, etc.</p> <p>Bien déterminer les zones de décentralisation pour une transformation pertinente. Confier une étude de faisabilité au FOFIFA ou à une autre organisation compétente pour juger des moyens à déployer, de la nature des investissements à faire localement, etc.</p> <p>Permettre aux instances décentralisées de certification de construire jusqu'au bout le dossier, mais laisser la validation finale au SOC centralisé afin d'assurer le contrôle de qualité.</p> <p>Selon les situations locales et les opportunités de délégation, prévoir de renforcer, dans certaines régions, le SQD ou d'autres systèmes alternatifs.</p> <p>Optimiser / réduire les transports d'échantillons, envisager un transport aérien pour gagner du temps, mais qui resterait dans des prix raisonnables.</p>	Moyen terme	<p>Sans mentionner explicitement la décentralisation, l'A1 de l'axe 3 de la SNS parle de « <i>redéploiement et formation des Agents en combinant les fonctions d'Inspection-Contrôle semenciers et phytos si besoin</i> ».</p> <p>Mais la SNS ne suggère pas de déléguer des tâches et compétences du SOC</p>
Renforcer et optimiser les moyens de la certification	MINAE, SOC, F3M	<p>Augmenter les moyens humains et matériels du SOC, via la taxe prévue dans la loi et via la réduction de ses coûts de fonctionnement.</p> <p>Lancer une évaluation du SOC pour évaluer précisément ses besoins, redéfinir éventuellement ses fonctions, ses compétences à déléguer. L'évaluation devra inclure une étude prospective pour juger des moyens nécessaires après une décentralisation et une mutualisation des équipements.</p>	Moyen terme	<p>Ces recommandations rejoignent très largement l'ensemble des actions A1 de l'axe 3 de la SNS, sous l'intitulé :</p>
Améliorer les performances actuelles du SOC	MINAE, SOC, F3M	<p>Faire une analyse économique précise des activités du SOC (en complément de l'évaluation mentionnée ci-dessus) pour repenser la tarification et les évolutions possibles, en central et dans chaque région. Etablir des bases tarifaires raisonnables et objectives, éventuellement évolutives selon les situations locales</p> <p>Expertiser le statut du SOC actuel et sa pertinence, notamment au regard de son rattachement au MINAE. Envisager une évolution de ce statut pour augmenter ses marges de manœuvre (pour recruter du personnel ou redéfinir son modèle économique).</p>	Moyen terme	<p>« <i>Renforcement de la capacité d'intervention du SOC</i> ».</p>

Eléments de conclusion et d'ouverture

Comme pour les autres pays du projet Food-Sec Semence, les recommandations formulées dans le présent rapport s'ajoutent à celles déjà exprimées lors des ateliers de l'activité 1 et reportées en [annexe 1](#). Dans le cas de Madagascar elles s'ajoutent aussi aux propositions d'amélioration des filières faites individuellement dans le cadre de la préparation des ateliers finaux, elles aussi reportées en [annexe 2](#).

Le passage par la méthode ImpresS, nous l'espérons, renforce les recommandations faites par le projet Food-Sec Semence et les opérationnalise pour leur mise en débat, voire leur mise en œuvre.

C'est maintenant aux décideurs d'examiner ces produits du projet, de les mettre en débat et d'éventuellement les traduire en actions. Il nous semble cependant que ces choix relèvent de choix de société. Les discussions ont insisté sur le grand nombre d'acteurs et sur le rôle des associations de producteurs, de consommateurs, voire de la société civile organisée.

Aussi, le travail pourrait être poursuivi, par les experts malgaches réunis par le projet Food-Sec Semence, et possiblement avec le concours d'autres, notamment des décideurs techniques et politiques. En particulier, les recommandations sur les systèmes alternatifs et leur coexistence et complémentarité avec le système conventionnel de certification et sur les capacités du SOC et ses implications organisationnelles, mériteraient une plus grande attention. Lors de l'atelier, un temps insuffisant leur a été consacré.

De même, et comme déjà souligné, il serait sûrement utile de travailler des recommandations sur les 3 blocs de la vision du futur qui n'ont pas pu être abordés : la formation, la sensibilisation et le monitoring du secteur et de ses transformations.

Annexes

Annexe 1. Suggestions pour améliorer les filières semencières issues de l'activité 1 de Food-Sec Semence

Des suggestions et recommandations pour améliorer les filières semencières ont été relevées auprès des acteurs. Les réponses données sont assez classiques et les acteurs n'ont pas fait preuve de beaucoup d'originalité et ne semblent pas remettre en question le système actuel, au contraire ils ont tendance à proposer son renforcement.

- **Suggestions pour l'amélioration de la production, de la commercialisation et de la diffusion des semences**

Pour assurer une disponibilité suffisante de semences de variétés améliorées à Madagascar dans le système de certification, il est proposé par la plupart des acteurs de renforcer la capacité de production de semences de prébase et de base en quantité et en qualité par les centres de recherche (FOFIFA et FIFAMANOR). Ainsi, l'amélioration des conditions humaines, techniques et financières de ces institutions est nécessaire. Il s'agit du recrutement de chercheurs responsables de la production de semences, de la récupération des terrains squattés. Les acteurs semenciers interrogés n'ont pas proposé de privatisation partielle ou complète dans ce secteur. En fait il n'y pas eu de proposition pour remettre fondamentalement en question le système avec certification. Le prix des semences de base devrait être plus accessible.

Au niveau des multiplicateurs de semences, le renforcement des capacités, l'appui en matériels et équipements, l'amélioration des techniques culturales (fertilisation, utilisation des insecticides), des aides pour rendre plus accessibles et moins chers les intrants. Enfin, des suggestions ont été faites pour augmenter et sécuriser les débouchés et donc de faire de la sensibilisation auprès des exploitants agricoles pour une plus grande utilisation des semences de qualité (certifiées ou SQD) des variétés améliorées. Cette sensibilisation pourrait passer par des campagnes de communication accompagnée d'opérations de diffusion à faible prix de semences de qualité.

Mais, la commercialisation et la diffusion de semences de qualité de variétés améliorées dépend de la disponibilité de ces semences et donc de la production des semences. Il y a besoin d'adapter offre et demande, et les acteurs semenciers ont proposé la vente et la production sur commande et le regroupement des commandes pour éviter les pertes et pour mieux connaître les besoins en semences des opérateurs.

- **Les suggestions pour l'amélioration du contrôle et de la certification des semences**

En ce qui concerne le contrôle et la certification des semences, les acteurs ont proposé :

- La sensibilisation sur la certification des semences car la plupart des producteurs ne connaissent pas son importance.
- L'augmentation du nombre des agents semenciers du SOC là où ils sont encore insuffisants (moins de 10 agents semenciers seulement par région jusque maintenant).

- L'appui en matériels et équipements pour le SOC tels que les matériels et équipements pour faire l'analyse phytosanitaires des semences de pomme de terre et de manioc au laboratoire, les moyens de transport pour faire le contrôle au champ.

- **Les autres suggestions pour l'amélioration des filières semences**

Les autres propositions concernent tous les acteurs. Il s'agit de l'application et de la mise à jour de la législation semencière. Notons qu'au mois de mai et de juin 2022, il y avait un atelier national de concertation sur les semences pour la révision de la stratégie nationale des semences pour la mise à jour des lois semencières et les versions finales sont déjà en cours.

Ils ont proposé également l'amélioration de la mise en relation entre les acteurs de l'offre et de la demande. Pour ceux qui sont membres de l'association 3FM, la communication entre les membres est déjà améliorée.

Annexe 2. Aperçus des recommandations issues des entretiens réalisés en amont de l'atelier

Thème	Idée défendue		Acteurs partageant cette vision
Système idéal	Logistique, distribution	Accès équitable aux semences pour tous les acteurs	DRAE-VAKINANKARATRA, DRAE-ANALAMANGA
		Système semencier qui suit la loi semencière	FIFAMANOR
		Comme le système semencier français	SOA
	Coordination	Organiser efficacement les acteurs impliqués	CIRAD
		Bonne coordination	FOFIFA,
	Recherche	Répondre aux besoins des producteurs de manière plus efficace	AGRISUD
	Politique	Ministère plus impliqué et mieux financé	CIRAD, CEFFEL
		Système flexible, conçu en faveur des producteurs plutôt que des ministères (moins cher, SQD, autres approches)	CIRAD, AGRISUD
		Améliorer l'opérationnalité des services de l'État	AGRISUD, SOA
		Déconcentrer pour être plus proche des producteurs	AGRISUD, SOA
	Un système semencier idéal doit s'autofinancer	SSG	
SOC	Coexistence des différents systèmes serait acceptée	CIRAD	
Approvisionnement, distribution et logistique	Accessibilité aux semences	Disponibilité limitée / manque des semences (déséquilibre entre offre et demande)	FAO, VALYPROD, CIRAD, FAO, AGRISUD, DRAE-ANALAMANGA, CEFFEL SOA, FOFIFA, DRAE-VAKINANKARATRA,
		Pas de commandes anticipées, difficulté à estimer les quantités	VALYPROD, FIFAMANOR, FOFIFA, SOA
		Pourrait estimer les besoins annuels à l'échelle régionale (notamment fait par SOC ou DRAE)	CIRAD, FIFAMANOR, AGRISUD, FOFIFA
		Les ONG/acteurs dépendent de différents projets, rendant difficile l'évaluation des besoins réels et la production	FAO, CEFFEL
		Insuffisance en raison de l'état des routes	FDA
	Pas de renouvellement	= pas d'achat de semence (pour les distributeurs)	FIFAMANOR, SOA
	Prix	Principal problème : les producteurs ont l'habitude de recevoir des semences ou des intrants gratuits	SSG, SOA, FOFIFA
		Principal problème n'est pas financier, mais la difficulté à trouver des semences de base	VALYPROD
		Sur le marché, toutes les semences sont vendues au même prix, ce qui pose problème	VALYPROD, SOA
		le prix des semences et de la certification trop élevé, les paysans n'ont pas un accès facile	CIRAD, AGRISUD, FAO, DRAE-ANALAMANGA, CEFFEL, SOA, FOFIFA, DRAE-VAKINAKARATRA

		Augmenter la production et la vente, si le paysan arrive à vendre plus il pourra supporter le coût des inspecteurs Rentabilité	DRAE-ANALAMANGA, FOFIFA
Recherche	Politique qui soutient la recherche	Budget alloué faible	SSG, FAO, FDA, FOFIFA
		Manque de centre de recherche dans le Sud de Madagascar	SSG
		Salaire des chercheurs	FOFIFA
	Valoriser / étudier la richesse locale	L'inscription des espèces et variétés dans les catalogues nationaux	AGRISUD
		La richesse génétique locale ne peut pas toujours être certifiée Parfois, les semences paysannes sont meilleures que les semences certifiées	CIRAD, FOFIFA
	Répondre aux critères des producteurs	En termes de rendement et la précocité	VALYPROD
En termes de goût, de texture		AGRISUD, CEFFEL FOFIFA	
Protections données	Il existe des semences du FOFIFA vendues sous d'autres noms	FOFIFA, SOA	
Coordination Communication et Vulgarisation	Améliorer la coordination / collaboration / structuration entre les acteurs publics et privés du système semencier	Notamment producteurs-recherche mais aussi plus largement	SSG, CIRAD, FAO, CEFFEL, SOA, FOFIFA
		Meilleure coordination/communication entre les régions	FDA, DRAE-ANALAMANGA, FOFIFA
		Il n'y a pas suffisamment d'activités fédératrices (idéalement fait par le ministère)	CIRAD, FOFIFA
		Il manque la bonne personne, le service, l'entité qui coordonne le système semencier (organiser une réunion par an minimum)	CEFFEL, SOA, FOFIFA, DRAE-VAKINANKARATRA
		Pérennisation car une fois le projet fini plus rien ne se passe / suivi	FOFIFA, AUTRES
		Universités publiques participent au renforcement des capacités,	AGRISUD
	Mutualisation du matériel	Notamment tracteurs	VALYPROD, FOFIFA
	Communiquer sur la disponibilité des semences	Plateforme d'information sur la disponibilité et les besoins en semences	VALYPROD, CEFFEL SOA, FOFIFA
		Savoir où les semences sont disponibles	CEFFEL, FOFIFA
		Enjeu de communication par rapport aux acteurs en amont et en aval pour faire coïncider les volumes	AGRISUD, CEFFEL, FOFIFA
	Sensibilisation / vulgarisation des producteurs concernant l'importance des semences certifiées et de la qualité	Effort de la recherche pour communiquer et vulgariser car les informations ne passent pas	AGRISUD, FAO, FDA, VALYPROD, FIFAMANOR, SSG, DRAE-ANALAMANGA, CEFFEL, FOFIFA, DRAE-VAKINANKARATRA
		Différence d'information/sensibilisation entre les régions, les régions isolées sont défavorisées comparé aux Hautes Terres	AGRISUD, DRAE-VAKINANKARATRA
		Communiquer à la radio	DRAE-ANALAMANGA, CEFFEL, FOFIFA
		Communiquer dans les marchés, foires	DRAE-ANALAMANGA, CEFFEL, FOFIFADRAE-VAKINANKARATRA
	Moyens de communication	Organiser des colloques internationaux, pourrait attirer l'attention des ministères (possibilité pour les paysans d'y participer)	DRAE-ANALAMANGA, FOFIFA, CEFFEL

		Sites de démonstration, sites vitrines fonctionnent bien	DRAE-ANALAMANGA, AGRISUD, CEFFEL, FOFIFA, , DRAE-VAKINANKARATRAKINANKARATRA
		Publier des bilans annuels, articles, newsletter	FOFIFA, DRAE-VAKINANKARATRA
		Redynamiser F3M	SOA
Politique	Décentralisation	Le système SQD, régionalisé, ne peut pas être mis à l'échelle nationale	FAO
		Décentralisation de la production et du contrôle	FDA, CEFFEL SOA
		Présence d'agents vulgarisateurs par région	FDA
		Besoin de décentralisation des équipements	FDA, SOA
	Régulation du marché des semences	Intégrer des acteurs privés dans le système semencier	FAO, CEFFEL SOA
		Semences de pré-base reprises par l'État et des entreprises privées pour la production de semences de base	FAO
		Appels d'offres pas assez communiqués et compliqués	SOA, FOFIFA
	Décisions pour renforcer le système agricole	Implication et volonté politique	SSG, FDA, CEFFEL, DRAE-VAKINANKARATRA
		État doit jouer un rôle, car les semences sont la base de l'agriculture et l'agriculture est la principale activité économique	FIFAMANOR, SSG, CEFFEL, FOFIFA
		Une politique de l'État devrait favoriser les échanges régionaux, notamment avec la SADEC	FAO
		Soutenir les CMS comme le FIFAMANOR	FIFAMANOR
		Trop de Top-Down (pas de considération de l'avis des producteurs)	AGRISUD
	Législation et réglementation	La stratégie/loi nationale semencière n'est pas appliquée (normalement seul organisme à produire mais pas le cas, OFMASEM n'existe pas)	SSG, CIRAD, FIFAMANOR, SOA, FOFIFA
		Nécessité de réviser la loi sur les semences et de mettre en œuvre les amendements, d'adapter la loi à la situation à Madagascar	SSG, FIFAMANOR, DRAE-ANALAMANGA, CEFFEL, SOA, FOFIFA
	Stabilité politique	Le secteur des semences est pénalisé par les fréquents changements d'agents au ministère	SSG, DRAE-ANALAMANGA
		La situation s'est détériorée depuis 15 ans, avec les autorités du MINAE partiellement responsables	VALYPROD, AGRISUD
	Renforcement des financements/budgets	Des subventions (notamment de matériel, intrants, pour la certification) pour augmenter la production	VALYPROD, FDA, AGRISUD, DRAE-ANALAMANGA, FOFIFA, DRAE-VAKINANKARATRA
Revoir le système financier agricole, en effet, les redevances agricoles qui se retrouvent à financer des routes (l'agriculture devrait financer l'agriculture)		DRAE-ANALAMANGA, CEFFEL, FOFIFA	
Stabilité des financements		DRAE-ANALAMANGA, FDA	

		« Cette année on a sabré, de 47 % et de 10 % les budgets de fonctionnement »	
		Augmentation des ressources humaines	FDA, DRAE-ANALAMANGA, DRAE-VAKINANKARATRA
		Encourager/ permettre microfinance , prêt spécifiques	DRAE VA
	Problèmes de corruption	A plusieurs niveaux	DRAE-ANALAMANGA, SOA, FOFIFA
		Les importateurs dirigent la politique, ce qui bloque la filière	SSG

Acteurs locaux	Relation de confiance	Peu d'acteurs dans le secteur des semences sont sérieux	SSG
	Intégrer communautés locales et paysans	Dans la production et conservation des variétés, au travers des coopératives, dans les contrôles)	FAO, FDA, AGRISUD, CEFFEL, SOA
	Former les paysans-producteurs	Technique agricoles, gestion financière : démontrer que les prix des semences sont justes, apprendre à gérer les prévisions d'achats, éducation en général	CIRAD, FIFAMANOR, DRAE-AN, FDA, FOFIFA
		Utilisation des conseillers villageois, paysans relais/leaders, pour la présence/confiance sur place et la remontée d'informations	SSG, DRAE-ANALAMANGA, FOFIFA
		Les producteurs sont conscients de l'intérêt de la certification	CIRAD, AGRISUD, CEFFEL, SOA
		La nécessité de former les techniciens privés et publics	SSG, CEFFEL, FOFIFA, DREA-VA
	Concertations locales	Pas d'instance pour se concerter ou pour s'informer	AGRISUD, FOFIFA
		Plus de sociétés de vulgarisation pour couvrir le territoire	SSG
		Encourager au regroupement d'acteurs (coopératives ou autres)	DRAE-ANALAMANGA, AGRISUD, FOFIFA, CEFFEL, DRAE-VAKINANKARATRA
	Restructurer le SOC	Renforcer les moyens du SOC	Manque de ressources humaines et financières, impactant l'ensemble de la filière et les capacités pour couvrir l'ensemble du territoire (favorise les gros producteurs au détriment des petits)
Manque de compétences dans certains domaines (ex de la PDT)			CIRAD, FIFAMANOR
L'obtention des certificats semenciers n'est pas assez rapide, des contrôles en labo aussi			FIFAMANOR, SOA
Le SOC est ancré au niveau régional. Pourrait être intéressant de le déconcentrer et décentraliser au niveau régional voire communal			AGRISUD, DRAE-VAKINANKARATRA
Encadrement du secteur informel		Système informel prédominant tue le système formel	FAO, CEFFEL, DRAE-VAKINANKARATRA
		Intégration des acteurs informels dans le système formel sans répression	FDA, CEFFEL
		Bien que le système informel soit perçu comme étant sans règle, il en existe bel et bien, mais elles ne sont simplement pas dictées par le gouvernement	CIRAD
Accepter les différents modes (SQD, SPG, informel, etc)		Système SQD facilite l'accès aux variétés pour les ménages vulnérables grâce à des contrôles allégés et moins coûteux	FDA, FAO, CIRAD, FIFAMANOR, AGRISUD, SOA
Proposer d'autres services		Accompagnement/conseil	CEFFEL, DRAE-ANALAMANGA
Prix		FIFAMANOR est un EPIC et un département d'état, nous ne devrions pas avoir à payer entre nous	FIFAMANOR
		Il a été mentionné que le SOC demande indirectement de l'argent	FIFAMANOR, SOA
		Pas de tarifs fixes par le SOC	FIFAMANOR, SOA
		Gratuité du service de contrôle	CEFFEL

Contrôles	Problème de qualité des semences	Dérives dans les semences certifiées (mélange de semences certifiées et non certifiées) , faux certificats	VALYPROD, FAO, CIRAD, FIFAMANOR, SOA, FOFIFA
		Système de garantie et de traçabilité (permettrait aussi de lutter contre les vols)	CIRAD, CEFFEL, SOA, FOFIFA
	Renforcement des contrôles	Pour éviter la diffusion de maladies et les dérives	FAO, CEFFEL, FOFIFA, DRAE-VAKINANKARATRA
		Même les producteurs de semences ne sont pas contrôlés	FIFAMANOR
		Les contrôles s'arrêtent aux champs (pas de contrôle sur les marchés par exemple)	CEFFEL, DRAE-ANALAMANGA, SOA, FOFIFA
		Absence de recherche et de contrôle obligatoire dans le secteur maraîcher, facilitant l'entrée des OGM	FAO
	Simplification des contrôles	Faciliter la démarche pour permettre à plus d'acteurs de s'y engager	FDA, DRAE-ANALAMANGA, CEFFEL, SOA, DRAE-VAKINANKARATRA
	Sanctions	Réfléchir au déclassement / contre-contrôle	FIFAMANOR, SOA
		Les amendes ou autres dissuasions dans le cas de production non légales de semences ne sont pas assez punitives (100 00 Ar l'amende ce n'est pas assez) voire inexistantes	DRAE-ANALAMANGA, FOFIFA
		Définir des personnes auprès de qui se plaindre (police) et dénoncer les personnes responsables de corruption	DRAE-ANALAMANGA, SOA
Technique	Matériel	Amélioration du système d'irrigation	VALYPROD
		Le manque de matériel est un problème,	VALYPROD, AGRISUD, DRAE-ANALAMANGA, FOFIFA
		L'amélioration des lieux de stockage	VALYPROD
		Avoir la méthode LAMP (FIFAMANOR), des appareils d'analyse génétique (FOFIFA)	FIFAMANOR, FOFIFA

Annexe 3. Plan de mise en œuvre de la Stratégie Nationale Semencière 2023-2028

PLAN DE MISE EN ŒUVRE (PMO)

Axe Stratégique 1. Amélioration de la demande en SC et l'accessibilité des producteurs aux SC

ACTIVITES	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Valeur Cible (NB, %) et budget (US\$)	A1		A2		A3		A4		A5		A6		Responsables	Impliqués
			S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12		
A1- Promouvoir la vulgarisation des BPA et conseil agricole intégrant l'utilisation des SC/fertilisants																
Développement de supports de vulgarisation de BPA		Budget T.	7 419 500	741 950			2 225 850	2 225 850	741 950				0		OFMASEM, DVFAR, SOC	DAPV, DOPAB, DAPA, FAO, FOFIFA, FIFAMANOR,
Conception et multiplication des outils de diffusion de BPA	Des outils de diffusion de BPA adaptés sont multipliés et diffusés	Budget	4 323 800	432 380			1 297 140	1 297 140	432 380							
Mise en place supports d'apprentissage et de démonstration des BPA (CEP, SMER...)	Des supports d'apprentissage/de démonstration installés/valorisés	Budget	3 095 700	309 570		619 140	928 710	928 710	309 570							
Renforcement des systèmes de vulgarisation intégrant l'utilisation des SC			4 443 000	259 300		703 600	1 147 900	1 517 900	814 300				0	OFMASEM, DVFAR	DAPV, DOPAB, DAPA, FAO, FOFIFA, FIFAMANOR,	
Renforcement du réseau de Techniciens Vulgarisateurs (TV) déjà en place	Nombre de TV recrutés, formés/ recyclés et opérationnels	VC	3 120	10%		20%	30%	30%	10%							
		Budget	743 000	74 300		148 600	222 900	222 900	74 300							
Renforcement du réseau des Agents de Vulgarisation de Proximité déjà en place	Nombre d'AVP recrutés, formés/ recyclés et opérationnels	VC	78 000	5%		15%	25%	35%	20%							
		Budget	3 700 000	185 000		555 000	925 000	1 295 000	740 000							
A2- Mettre en place et renforcer les réseaux de revendeurs de SC agréés																
Recrutement, formation et agrément des revendeurs	Revendeurs de SC sont agréés et fonctionnels	VC	1 500												OFMASEM, SOC	Revendeurs, DRAEs, projets, FDA
		Budget T.	32 200		6 440	16 100	9 660									
Mise en œuvre d'un programme de suivi et de contrôle à l'échelle	Nombre de contrôles à l'échelle effectués	Budget	17 900		3 580	8 950	5 370									
Renforcement de la communication sur la vente de SC	Les intérêts de l'utilisation des SC sont de plus en plus connus par les producteurs	Budget	38 100		14 280	23 820										
A3-Renforcement de la facilitation de l'accès des producteurs aux SC																
Promotion de l'approche MVAP avec focus SC et fertilisants	Nombre de Coopératives renforcées sur l'approche MVAP	VC	100												OFMASEM, FDA	DAPV, DOPAB, Projets, OP/Coopératives
		Budget T.	90 500		9 050	18 100	27 150	27 150	9 050							
Lancement de mandats de PS pour la mise en place des SSS (TdR, AO, 2 Contrats, suivi)	Nombre de SSS mis en place et fonctionnels	Budget	760 000		38 000		114 000	228 000	228 000	152 000						
Mise à l'échelle des expériences dans la promotion du Couple OP/OM et de l'agrégation agricole	Le nombre des producteurs bénéficiant des SC grâce à l'agrégation augmente		pm		pm		pm	pm	pm	pm						
Marketing commerciale et renforcement des canaux de communication intégrant un focus semences	Nombre revendeur appliquant Marketing commerciale		pm		pm		pm	pm	pm	pm						
A4- Renforcer le financement des Producteurs et des producteurs de semences																
Mise à l'échelle du système voucher (avec une politique de subvention différenciée)	Le mécanisme voucher poursuit sa mise à l'échelle et Nombre des producteurs bénéficiant du Système voucher	Budget T.	20 012 000		5 000 000		6 000 000	4 000 000	5 000 000	12 000					OFMASEM, FDA	DAPV, DOPAB, Projets, OP/Coopératives
Developpement de mecanisme d'appui financier « subvention adaptée et différenciée »	Nombre de producteurs de SC bénéficiant des subventions		pm		pm		pm	pm	pm	pm						
A5- Promouvoir les actions pour la gestion des risques faces aux aleas climatiques																
Operationalisation des Banques Communautaires de SC et des Stocks de Sécurité Semenciers	Nombre de BCS et SSS sont opérationnels	VC	140 BCS 40 SSS												OFMASEM	DOPAB, DAPV, Projets
		Budget T.	3 412 500		168 000		556 500	1 008 000	1 008 000	672 000						
Développement de mécanisme d'assuranciel	Mecanisme assuranciel operationnel		pm		pm		pm	pm	pm	pm						

AXE STRATEGIQUE 2 : Diversification et augmentation de la production de SC

ACTIVITES	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Valeur Cible (NB, %) et budget (US\$)		A1		A2		A3		A4		A5		A6		Resp,	Impliqués
				S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12			
A1- Promouvoir la production de SB de qualité																	
Elaboration des objectifs de croissance de la production au niveau régional	Orientations variétales et objectifs régionaux déterminés	Budget	20 900			20 900										OFMASEM	CA FDA; DGA, DGE
Renforcement de FOFIFA et FIFAMANOR dans la production de SPB et de SB	Capacités de FOFIFA et FIFAMANOR sur la production de SPB/SB	Budget	17 900			17 900										DGA, DGE	Equipes FOFIFA, IITA, SOC, DAPV
Recrutement des nouveaux ES actifs dans la production de SB (AMI, sélection,...)	Nouveaux ES formés et agréés sur les SB diverses	Budget	19 050			19 050										OFMASEM	FOFIFA, FIFAMANOR
A2- Multiplier et promouvoir les offres en SC certifiées																	
Renforcement des capacités techniques et financière des ES déjà en place	Des ES déjà actifs sont renforcés et améliorent leur production	Budget	21 400			2 918		6 809		11 673						OFMASEM	FOFIFA, FIFAMANOR, FDA
Poursuite du processus de redynamisation des 11 CMS	11 CMS sont redynamisés	Budget	82 150			32 163		33 325		16 663						DAJC	DGA, DGE, DRAEs, SLP
Recrutement des nouveaux ES (jeunes) dans le cadre des projets Titres Verts (TV)	Des nouveaux ES bénéficiaires des TV sont actifs dans la production de SC	Budget	10 750			10 750										OFMASEM	DV FAR, DRAEs, REGIONS
Mise en place des nouveaux ES sur grains secs, semences végétatives & fourragères	Des nouveaux ES sont actifs dans la production des divers types de SC	Budget	330 000			56 500		115 500		158 000		0		0		OFMASEM	SOC, FDA, DAPV, DOPAB, DRAEs
A3- Valoriser les guichets agricoles																	
Valorisation des guichets Agricoles	Nombres des acteurs semeclers bénéficiant les services des Guichets Agricoles		p.m			p.m		p.m		p.m		p.m		p.m			
A4- Renforcer la recherche sur le secteur semencier																	
Étude sur la structure d'exploitation des obtentions de FOFIFA et de FIFAMANOR	Nombre de rapport d'étude réalisé	VC	1					1								OFMASEM	FOFIFA, FIFAMANOR, projets
		Budget	8 300					8 300									
Poursuite de la création et de la sélection des variétés adaptées et performantes	Des nouvelles variétés adaptées aux besoins sont homologuées	Budget	12 400			12 400		0								OFMASEM, DGA, DGE	FOFIFA, SOC, OP, FAO, FIFAMANOR, CGIAR
Création de variétés locales hybrides sur le maïs et le riz	Des variétés hybrides de riz et de maïs sont créées et multipliées	Budget	550 000			500 000		50 000		0		0		0		SG, DGA	FOFIFA, SOC; Africa Rice
Régularisation des statuts fonciers des stations de FOFIFA avec le MATSF	Nombre de stations avec une situation foncière régularisée	VC	3			1		2								DAJC, SLP	FOFIFA, DRAE, SLP
		Budget	11 900			3 000		8 900									

Axe Stratégique 3. Renforcement de la gouvernance et du financement de la SNS

ACTIVITES	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Budget (x 1 000 US\$) Valeur Cible (NB, %)		A1		A2		A3		A4		A5		A6		Lead	Impliqués
				S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12			
A1- Restructurer le pilotage, la coordination et la mise en œuvre du secteur	OFMASEM mis en place et opérationnel																
Mise en place et opérationnalisation de l'OFMASEM	OFMASEM mis en place et fonctionnel	Budget T.	20 850		600	15 490	1 190	1 190	1 190	1 190	1 190					DGA, DGE	Toutes les parties prenantes
Étude des marchés des semences ; national, régional (COI, SADC, COMESA)	Rapport d'étude sur les marchés des semences	VC	1			1										DGA, DGE	Toutes les parties prenantes du secteur
		Budget	9 500			9 500											
Développement et valorisation du SSE de la SNS : Manuel de SE	Nombre des outils de SSE développés et valorisés	VC	10			7	3									DGA, DPSE	DGE, équipes de l'Office, FAO
		Budget	3570			2 500	1 070										
Renforcement de la capacité d'intervention du SOC	SOC acquérant une meilleure performance																
Équipement et mise en place d'un Labo d'Analyse Phyto des semences	SOC équipés	Budget	189 500			182 200	7 300									OFMASEM	SOC, DGA, DGE
Acquisition de motos pour les agents de terrain (suivi des ES, contrôle à l'étalage)	Motos acquises pour les Agents régionaux	VC	48			48										SOC, PRMP	SOC, FAO
		Budget	80 000			80 000											
Mise en place d'un Laboratoire d'Analyse Phytosanitaire	Laboratoire mis en place	VC	1			1										SOC, PRMP	SOC, DPV, FAO
		Budget	95 200			95 200											
Formation des laborantins sur l'Analyse phytosanitaire	Laborantins formés et opérationnels	VC	4			2	2									SOC, PRMP	DPV, FOFIFA, FAO
		Budget	14 300			7 000	7 300										
Renforcement des ressources humaines du SOC	Agents du SOC renforcés en nombre	Budget	pm			pm	pm									OFMASEM	SOC, DGA, DGE
Redéploiement et formation des Agents en combinant les fonctions d'Inspection-Contrôle semenciers et phytos si besoin	Nombre d'Agents recrutés/redeployés	VC	pm			p.m										MINAE, SG	SOC, DRAEs, DPV
		Budget	pm														
Définition et exécution des mesures requis par l'habilité des Agents du SOC de verbaliser et sanctionner les infractions semencières	Nombre de notes et de rapports montrant l'effectivité des mesures prises	VC	3			1	1	1								DAJC	SOC, OFMASEM
		Budget	pm			pm	pm	pm									
Réalisation de contrôls à l'étalage	Nombre de contrôles à l'étalage effectués	VC	43 650			2 400	3 750	7 500	15 000	15 000						SOC	ES
		Budget	400 550			19 450	46 000	92 000	121 550	121 550							
Concrétisation des sanctions en cas de constat d'infractions semencières	Nombre d'ES sanctionnées	VC	pm			pm										OFMASEM	SOC, DAJC
		Budget	pm			pm											
Renforcement du paiement des services du SOC (analyse labo)	SOC bénéficiant du paiement des services	Budget	pm			pm										OFFMASEM, FDA	Toutes les parties prenantes du secteur
Étude sur la tarification des frais de certification selon les types d'ES	Nombre de tarif différencié étudié	VC	1			1										OFMASEM	DGA, DGE, SOC, Fonds Semencier
		Budget	pm			pm											
Activation de l'acheminement des échantillons à analyser vers Tanà (SOC)	Taux d'ES arrivant à envoyer à Tanà leurs échantillons dans la durée max. de 15 js	VC	80%			50%	80%									OFMASEM	DGA, DGE, SOC, Fonds Semencier
		Budget	pm			pm											
Publication d'une note portant paiement des services du SOC	Nombre de notes statuant le paiement	VC	1			1										DAJC	SOC, Fonds
		Budget	pm			pm											

A2- Renforcer le système de digitalisation du secteur semencier	Site Web renforcé et actualisé en continu											
Collecte et ajouts des données et des supports d'information sur les ES	Bases de données/informations du site Web renforcée et mise à jour	Budget T.	pm		pm	pm	pm	pm	pm	OFMASEM	DUSID, SOC	
Ajout des données utiles sur les ES déjà existants	Nombre d'ES objets d'ajout de données	VC	340	80	80	180				Dir. Office	SOC, DUSID	
		Budget	p.m		p.m	p.m	p.m	p.m	p.m			
Extension des données et des QR Codes sur l'ensemble des acteurs du secteur semencier	Nombre d'ES/acteurs objets faisant l'objet d'extension de la base données	VC	p.m		p.m	p.m	p.m	p.m	p.m	Dir. Office	SOC, DUSID	
		Budget	p.m		p.m	p.m	p.m	p.m	p.m			
Mise en place d'un espace d'échange offreur et acheteur/utilisateurs de SC dans le site	Espace forum mis en place dans le site Web		pm		pm					OFMASEM	DUSID, SOC	
Mise en place de l'espace forum dans le Site Web	Espace dé forum mis en pace dans le site Web	VC	1		1					DUSID	SOC, Dir. Office	
		Budget	pm		pm							
Mise en interopérabilité du système avec celui du MINAE	Nombre de Systèmes interopérables	VC	1							OFMASEM	DUSID, SOC	
		Budget	7 080		7 080							
A3- Redynamiser l'Interprofession (ISC) du secteur semencier	Interprofession redynamisée											
Appui à l'élaboration du Plan Stratégique (PS) et à l'élection des responsables	Plan Stratégique (PS) élaboré et validé		17 850		17 850	0	0	0	0	OFMASEM	DGA, DGE	
Mise à disposition de local et équipement du bureau de l'IP (Convention)	Nombre de bureaux équipés et mis à disposition de l'IP	VC	1		1					SG	SLP, PRMP	
		Budget	7150		7 150							
Facilitation du plaidoyer pour l'acquisition d'un statut d'ARUP et de partenariats	Conventions signés entre l'IP et partenaires et Statut d'ARUP acquis	VC	p.m		p.m	p.m	p.m			SG	DGA, DGE, Office	
		Budget	p.m		p.m	p.m	p.m					
A4 - Finaliser la mise à jour de la législation semencière et des textes subséquents	Législation semencière actualisée											
Organisation d'un Atelier de pré-finalisation à l'interne de tous les textes	Textes préfinalisés à l'interne	VC	4		4					DAJC, OFMASEM	Toutes les parties prenantes	
		Budget	pm		pm							
Lancement du processus de ratification de la loi semencière auprès des Parlements	Nombre d'Avants Projet de Loi semencière validés par les Parlements	VC			1					DAJC, OFMASEM	Toutes les parties prenantes	
		Budget	pm		pm							
Lancement de la promulgation des décrets d'application de la Loi, OFMASEM et Fonds	Decrets d'application de la Loi et instituant l'Office et le Fonds (FDA)	VC	3		1	2				DAJC	Membres de l'Office	
		Budget	pm		pm	pm						
A5 -Renforcer le financemnt de la mise en oeuvre du SNS	Financement du secteur renforcé											
Mise en place et opérationnalisation du Fonds Semencier (greffage au FDA)	Fonds destiné au secteur semencier fonctionnel	Budget	30400		5 600	6 200	6 200	6 200	6 200	FDA, OFMASEM	Toutes les parties prenantes	
A6- Mobiliser les structures d'accompagnement de la mise en oeuvre du SNS : CTD ..	Structures d'accompagnement renforcées											
Développement des partenariats avec le MID sur la mise en oeuvre	Nombre de Convention de partenariat signée avec le MID	VC	1		1					MINAE	DGA? MID, DACTD	
		Budget	pm		pm							
Finalisation/multiplication Guide de Développement du secteur Agricole (Communes)	Nombre de GDSA multipliés et diffusés : 02/ Commune et 180 (techniciens)	VC	3500		1					DGA, DGE	Directions du MINAE, Projets, DVFAR	
		Budget	7 150		7 150							
Programme de renforcement de capacités des DRAEs (appui aux CTD)	Nombre de DRAEs renforcées : 23		399 450		45 350	54 550	95 100	166 400	38 050	OFMASEM	Directions MINAE, Projets, DUAPP	
Developpement de la Collaboration intersectorielle	Reunions de coordination Intersectorielle		pm		pm	pm				MINAE-OFMASEM	Les Autres departements Ministeriels	

Annexe 4 Liste des experts ayant participé à l'atelier et affiliation

No	Organisation	Nom
1	AFDI	RAZANADRAKOTO Annita
2	AFDI/SOA (SANBONAI)	RAMANAMIDONA Jean Yves
3	Ceffel	RASAMIMANANA Andry
4	CTAS	RASOLONDRAIBE Miranto
5	DRAE Vakinankaratra	RAKOTONDRA SOA L Lalande
8	DRAE Analamanga	RASOAVAHINY Philippiane
7	F3M	RAKOTOMALALA Willy
8	F3M	RAKOTOARISAINA Justin
9	FAO	NIZIGIYIMANA Aloys
10	FAO	RAKOTOMAMONJY Simeon
11	FDA	RAKOTONIAINA Anjatiana
12	FOFIFA	Andriamiarisoa Perle
13	FOFIFA	RAZAFINDRAKOTO Charlotte
14	FOFIFA	RANIVOMANANA Mamitina
15	FOFIFA	RAVELOMANANTSOA Santatra
16	FOFIFA	RAKOTOMALALA Mbolarinosy
17	FOFIFA	LEONG POCK TSY Jean Michel
18	FOFIFA	ANDRIAMAMPIONONA Tojonirina
19	FOFIFA	ANDRIAMAPANDRY Hanitra Viviane
20	IITA/CGIAR	FITIA P
21	IITA/CGIAR	RABEARIMANANA FenitrarivoMINAE
22	IITA/CGIAR	MERISON Serge
23	MESUPRES	Mme Josie DOMINIQUE
24	MINAE / DGAE	ANONDRAKA Michel
25	MINAE	RAKOTOARISOA Emile
26	MINAE	FONIARIMALALA Haingonirina
27	SOC	RAKOTONDRAINIBE Tojo

Annexe 5. Programme de l'atelier

Jour 1 10/12/2024	
8:00 – 9:00	Introduction officielle, discours d'ouverture
09:00 – 09:30	Introduction à l'atelier, principes méthodologiques et rôles des participants
09:30 – 10:00	Regards sur la Stratégie Nationale Semencière 2023-2028
10:00 – 10:30	Pause
10:30 – 12:00	Construire une "vision du futur" : « Assurer la fourniture de matériel de qualité aux PMS pour pouvoir certifier ou construire des SQD (ou d'autres systèmes de garantie ?) pour les filières végétales, et notamment pour la pomme de terre, le manioc, le maïs et les haricots »
12:00 – 13:00	Déjeuner
13:00 – 15:00	Pourquoi on n'en est pas encore là ? Construction des arbres à problèmes
15:00 – 15:30	Pause
15:30 – 16:30	Pourquoi on n'en est pas encore là ? Construction des arbres à problèmes (suite)
Jour 2 11/12/2024	
09:00 – 9:30	Introduction de la journée : Rappel des travaux précédents
09:30 – 10:30	Qui doit changer de pratiques pour atteindre la vision idéale ? Cartographie des acteurs
10:30 – 11:00	Pause
11:00 – 12:30	<i>Des problèmes aux changements: Que doivent faire les acteurs pour atteindre la vision ?</i>
12:30 – 13:00	Déjeuner
13:00 – 16:30	<i>Des problèmes aux changements: Que doivent faire les acteurs pour atteindre la vision ? Suite</i>
Jour 3 12/12/2024	
09:00 – 9:30	Introduction de la journée : Rappel des travaux précédents
09:30 – 10:30	<i>Des problèmes aux changements: Que doivent faire les acteurs pour atteindre la vision ? Suite</i>
10:30 – 11:00	Pause
10:00 – 12:00	<i>Des problèmes aux changements: Que doivent faire les acteurs pour atteindre la vision ? Suite</i>
12:00 – 13:00	Déjeuner
13:00 – 15:00	<i>Des problèmes aux changements: Mise en forme et formulations définitives des changements</i>
14:30 – 15:00	Pause
15:30 – 16:30	<i>Des problèmes aux changements: Mise en forme et formulations définitives des changements: Suite</i>
16:30 – 17:00	Clôture de l'atelier: Synthèse des travaux et discours officiels